

tribune internationale

N° 1 - Janvier 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

A Varsovie, à Gdansk, partout,
« Solidarité » s'organise
dans la clandestinité



Affrontement à Gdansk le 16 décembre.

TRIBUNE internationale-La Vérité est un nouveau titre, mais il ne s'agit pas au sens strict d'une nouvelle publication.

Expression du combat pour l'Internationale ouvrière, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, Tribune internationale-La Vérité continue la tradition de Correspondance internationale-La Vérité, organe de la « IV^e Internationale (Comité international) », dont 13 numéros ont été publiés.

Il s'agit en même temps d'un journal qui exprime le moment actuel de ce combat et qui abordera dans ses pages toutes les facettes de la vie du mouvement ouvrier international, ses avancées et ses défaites.

Journal d'informations, de discussion et d'analyse, Tribune internationale-La Vérité s'efforcera d'assurer une parution régulière, une lecture agréable et un dialogue avec les lecteurs.

Expression publique de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », notre journal se voudra un instrument vivant, ouvert aux militants et aux lecteurs ouvriers, étudiants, femmes travailleuses, paysans et jeunes qui participent à ce combat gigantesque pour en finir avec le capitalisme et la bureaucratie stalinienne.


IV^e INTERNATIONALE
Centre international de reconstruction

**Conférence
constitutive**
(voir supplément)

DERNIERE MINUTE

Prague, le 25 janvier (AFP)

APRES la distribution d'un tract sur lequel figuraient les mots d'ordre : « Solidarité avec Solidarité », « Libération des syndicalistes et autres Polonais emprisonnés » et « A bas la dictature du général Jaruzelski », signé « Groupe d'action révolutionnaire », plusieurs jeunes tchécoslovaques ont été arrêtés par la police à Prague.

Il s'agit de Jan Wunsch (19 ans), Frantisek Hrabal (30 ans), Tomas et Vasek Soukup. Trois autres personnes, Tomas Kopecky, Jiri Wolf et Emilie Wunschova ont été relâchées après interrogatoire.

Editorial

PLUS d'un mois que l'« état de guerre » existe en Pologne. Plus d'un mois depuis que les unités spéciales de la milice ont investi les locaux de *Solidarité*, que des dizaines de milliers d'arrestations ont été opérées, que la loi martiale a été imposée.

Plus d'un mois de guerre ouverte de la bureaucratie dirigeante de Jaruzelski, agissant aux ordres de la bureaucratie du Kremlin, contre les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants, contre tout le peuple travailleur de Pologne.

La répression s'est amplifiée. La milice a tiré, a tué. Les chars ont été lancés contre les ouvriers ; les usines, les mines, les universités occupées par les forces armées de la contre-révolution. Les procès expéditifs se multiplient, les condamnations « exemplaires » se succèdent.

Dans les premiers jours qui ont suivi le coup de force, les commentateurs de la presse occidentale expliquaient, avec la note de tristesse qui convenait mais en fait avec soulagement, que l'ordre régnait à Varsovie et en Pologne.

Puis, le temps passant, la réalité s'impose. Cet « ordre », ce n'est que celui que maintiennent la force des armes et l'exercice d'une violence incapable de rallier au régime de Jaruzelski un secteur quelconque de la population. Ni la féroce répression, ni les menaces de la bureaucratie, ni les homélies des princes de l'Eglise n'ont eu raison de la résistance révolutionnaire des masses polonaises.

Jaruzelski a pu frapper, il peut exercer la terreur. Il s'est montré incapable de « normaliser ». La bureaucratie dirigeante est plus isolée, plus discréditée que jamais.

Plus personne ne peut aujourd'hui nier la force de la résistance qui se maintient et se développe sous diverses formes, de la résistance passive, du coulage de la production jusqu'à la reconstitution dans tout le pays de groupes de *Solidarité*, la publication et la diffusion d'une presse clandestine, de milliers de tracts.

On peut lire en négatif l'intensité et l'efficacité de cette résistance dans les oscillations, dans le désarroi manifeste du pouvoir.

L'ambassadeur de Pologne à Londres annonce comme une nouvelle officielle la prochaine libération de Walesa. Il est ensuite démenti par le gouvernement polonais. Il est question de mettre fin à l'état de guerre, de lui substituer un certain nombre de mesures d'exception. Le 18 janvier, dans une interview à l'hebdomadaire de la République fédérale allemande *Stern*, Rakowski (vice-Premier ministre), admet que la Pologne connaîtra cinq années difficiles. Il n'est question ni de libérations immédiates, ni d'abolir l'état de guerre.

D'après le sénateur américain Pressler, de retour de Pologne, Glomp lui aurait déclaré : « Les autorités polonaises n'osent pas libérer les prisonniers car ces derniers sont déterminés à reprendre leurs activités », et aurait ajouté : « Si les deux protagonistes n'engagent pas un dialogue, il peut très bien y avoir une guerre civile. » Enfin, alors que des hausses de prix avaient été décidées, les autorités viennent de surseoir à leur application...

* * *

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » a été constituée à un moment où l'attention de la classe ouvrière de tous les pays se concentre sur la lutte des travailleurs polonais. Dans la puissance du mouvement de solidarité à l'égard des travailleurs polonais qui a mobilisé la classe ouvrière et la jeunesse de tous les continents s'exprime le fait que nous vivons un moment historique à l'échelle internationale : la révolution politique en Pologne représente tant pour l'impérialisme que pour la bureaucratie parasitaire du Kremlin un énorme danger social, le danger que tout l'équilibre contre-révolutionnaire édifié à Yalta et à Potsdam à la fin de la guerre s'écroule sous l'assaut de la révolution mondiale.

Cette constatation qui est au centre de l'évaluation que les révolutionnaires font de la situation mondiale et de leurs tâches, elle est — par la force des choses — acceptée comme correspondant à la réalité par la presse impérialiste.

C'est ainsi que l'*International Herald Tribune* du 30 décembre écrivait : « Quelque chose d'important a changé depuis la dernière fois que l'Union soviétique a envahi l'un de ses alliés. L'écrasement du "printemps" tchécoslovaque en 1968 apparaissait comme démontrant la permanence de la division Est-Ouest de l'Europe et fournissait paradoxalement une preuve de la stabilité du système d'après-guerre. Nombreux étaient ceux qui, à l'Ouest, trouvaient cela rassurant... »

L'affaire polonaise a démontré le contraire. Il n'y a pas de stabilité durable en Europe de l'Est. Quoi que fasse aujourd'hui l'Union soviétique, ses problèmes ne seront ni réglés, ni enterrés. Le futur qui se dessine est fait de problèmes récurrents, d'une situation qui, irrégulièrement mais constamment, ira en se dégradant. »

* * *

Comme le dit la résolution constitutive de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » : « La révolution politique en Pologne exprime avec force un processus mondial, celui du regroupement du prolétariat sur un nouvel axe. Les éléments les plus conscients du prolétariat polonais, tous ceux qui sont engagés à ses côtés contre la bureaucratie et l'impérialisme, combattant pour la victoire de la révolution socialiste mondiale, montrent les contours de la véritable Internationale révolutionnaire. »

Face à la montée révolutionnaire des masses polonaises matérialisée dans les conquêtes arrachées depuis août 1980, dans l'existence des syndicats indépendants de l'Etat et du parti dirigeant, *Solidarité*, *Solidarité rurale* et le NZS étudiant, la bureaucratie dépendante du Kremlin a déclenché la contre-révolution.

Elle l'a fait parce que ce mouvement remettant en cause le monopole du pouvoir du POUP menaçait — et pas seulement en Pologne — tout l'édifice sur lequel reposent les privilèges et le pouvoir de la bureaucratie. Elle l'a fait parce que le mouvement des travailleurs polonais posait la question du pouvoir et donc de partis, d'organisations politiques exprimant leurs intérêts. De multiples partis et organisations politiques ont été constitués, se prononçant pour le maintien de la propriété sociale des moyens de production.

« C'est une secret de polichinelle — dit un article de *Trybuna Ludu*, organe central du POUP, en date du 19 janvier, cité par l'agence Tass, justifiant le coup de force — que le fait que des partis politiques d'opposition du type du Parti polonais du travail avaient commencé à faire surface en Pologne à partir du syndicat indépendant *Solidarité*. »

Voilà l'inacceptable : que les ouvriers polonais s'organisent politiquement, indépendamment et contre le parti de la bureaucratie.

Le Parti socialiste polonais du travail (PSPP), constitué par Edmund Baluka, dirigeant des grèves de Szczecin en 1970, arrêté dans la nuit du 13 décembre et dont on est sans nouvelles, exprimait cette volonté des travailleurs polonais, dégagée de leur propre expérience, de constituer leur parti, exprimant leurs intérêts pour en finir avec la dictature de la bureaucratie et son cortège de désastres.

Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » qui combattent pour la défense de la révolution politique en Pologne, pour la défense des travailleurs polonais et de leurs organisations, pour la libération de tous les emprisonnés, mènent campagne pour la défense du PSPP, qui s'est placé à l'avant-garde de l'action des travailleurs polonais pour en finir avec l'arbitraire bureaucratique, pour le socialisme, c'est-à-dire pour le pouvoir des travailleurs.

Chronique des

OCTOBRE

SUCCEDANT immédiatement au remplacement de Kania par Jaruzelski, dans les derniers jours du mois d'octobre, la bureaucratie engage une intense campagne de propagande, avec tous les moyens dont elle dispose contre le droit de grève. L'agence gouvernementale PAP dénonce le « terrorisme de la grève » et appelle comme témoin à charge le Pape Jean-Paul II en évoquant sa dernière encyclique sur le travail.

Le 28 octobre, dans toutes les villes du pays, les sirènes des usines donnent le signal de la grève générale d'une heure décidée par *Solidarité* pour protester contre la pénurie alimentaire, la répression contre les militants syndicaux et exiger l'instauration d'un « contrôle social » sur l'économie.



Anna Walentynowicz, ouvrière aux chantiers navals de Gdansk, dirigeante de *Solidarité*, probablement internée au camp de Fordon près de Bydgoszcz.

La *Pravda* de Bratislava, quotidien du PC slovaque, commente la situation en Pologne en la mettant en parallèle avec la situation en 1956 en Hongrie et en soulignant, dans ce dernier cas, « l'importance de l'armée soviétique ». Le général Florian Siwicki devient membre suppléant du bureau politique du POUP. Il avait en 1968 commandé les troupes polonaises lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

NOVEMBRE

LE 4 novembre, le général Jaruzelski, le Primat de Pologne, Joseph Glomp et Lech Walesa se rencontrent pendant plus de deux heures. Le même jour, un article paraît dans la *Literatournaïa Gazeta* de Moscou, sous le titre : « Complot contre la Pologne » : « Les meneurs de la contre-révolution se sont lancés dans une escalade d'actions éhontées en réponse aux décisions prises pour surmonter la crise dans le pays (...). Les provocateurs agissent tous azimuts. Le président de *Solidarité* (...) Walesa exige que le gouvernement paie les jours de grève (...). Les leaders de *Solidarité* ont totalement perdu le sens de la mesure ! Ils ont peur comme de la peste de la normalisation de la vie dans le pays. »

Traité de « fasciste » et d'« ennemi du socialisme » dans le même article, Marian Jurczyk, dirigeant de *Solidarité* pour la région de Szczecin, est inculpé.

Le 10 novembre, la Pologne demande officiellement son adhé-

sion au Fonds monétaire international (FMI) que le journal patronal français *Les Echos* commente en ces termes : « Il semble que la décision ait été prise à Moscou au moment de l'éviction du premier secrétaire polonais, Stanislaw Kania, et de son remplacement par le général Jaruzelski. »

L'opération devait être menée comme un règlement judiciaire : apurement des comptes, remplacement du P-DG, rétablissement de l'autorité de la direction et concordat avec les créanciers (...) compte tenu de la désagrégation de l'économie et de l'impossibilité de maîtriser le mouvement syndical, ce règlement n'était réalisable qu'avec l'entrée d'une « super-banque » dans le système de relations. »

Le 11 novembre, à Varsovie, une manifestation se déroule rassemblant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs pour célébrer l'anniversaire interdit de l'indépendance

DECEMBRE

LE 3 décembre, la milice donne l'assaut à l'école des officiers de pompiers à Varsovie, occupée par 350 élèves en grève. 6 000 miliciens, 150 camions et plusieurs hélicoptères sont mobilisés pour cette opération. Dès que la milice s'est déployée au centre de Varsovie, des délégations d'usines ainsi que des représentants de la section régionale de *Solidarité* ont convergé vers l'école des officiers de pompiers.

Le même jour, le présidium de *Solidarité* et les présidents des organisations régionales se réunissent à Radom. Alors que dans toutes les usines, dans tout le pays, des piquets de grève ont déjà commencé à se mettre en place et les brassards aux couleurs polonaises, signe de ralliement de *Solidarité*, sont apparus sur tous les bras, les délégués réunis à Radom décident d'organiser une grève de 24 heures si la loi exigée par le POUP est votée à la Diète et décident de déclencher une grève générale illimitée si les mesures contenues dans celles-ci étaient appliquées.

Le même jour, le général Jaruzelski adresse une circulaire aux ministres, aux voivodes et aux maires des grandes villes pour leur enjoindre de s'opposer aux « tentatives de priver les cellules du parti des locaux dont elles disposent dans les usines. »

Le 5 décembre, Walesa et Glomp se réunissent.

Le 6 décembre, Ronald Reagan déclare que « dans le cas d'une intervention en Pologne, les Etats-Unis n'auraient pas les moyens de s'y opposer. »

Le 7 décembre, le cardinal Glomp demande à la Diète de surseoir au vote des lois d'exception.

Le 8 décembre, le POUP déclare que les lois d'exception ne seront pas portées à l'ordre du jour de la Diète. La section de *Solidarité* de Varsovie déclare : « Le pouvoir ne peut pas gagner la confrontation qui prendra la forme d'une grève générale illimitée car, après celle-ci, la société devra créer un nouveau pouvoir qui la représente d'une façon authentique. »

Le 11 décembre, l'agence Tass accuse *Solidarité* de préparer « le renversement du pouvoir ».

Le 12 décembre, la KKP réunie à Gdansk confirme la menace de « grève générale » pour le 17 à l'unanimité moins une abstention et décide un référendum sur « la nature du pouvoir ».

Dimanche 13 décembre

L'ETAT de guerre est instauré par le général Jaruzelski. Les dirigeants de *Solidarité* sont arrêtés, *Solidarité* est interdit, les libertés civiles sont suspendues et le « Conseil militaire de salut national » annonce les mesures d'exception : « — suspension des syndicats NSZZ *Solidarność*, *Solidarność R1*, *NZS*, ainsi que les syndicats officiels. — couvre-feu sur tout le territoire de 22 heures à 6 heures. »

nationale. Au terme de la journée, un dirigeant de *Solidarité*, M. Jawurski, déclare : « Nous ne nous soumettrons plus à qui que ce soit que nous ne jugerions pas digne de nous gouverner. »

Le 24 novembre, plus d'un demi-million d'enseignants et d'étudiants polonais entament une grève générale avec occupation d'une durée illimitée pour exiger, à l'initiative des étudiants de la faculté de Radom, la révocation du recteur local et le retrait du projet gouvernemental de réforme des universités.

Ce projet prévoit, par exemple, la remise en cause de la franchise universitaire qui permettrait à la milice de pénétrer dans les universités. De même, le gouvernement veut imposer la nomination des recteurs et des directeurs ainsi que revenir sur l'ensemble des négociations qui se sont déroulées depuis plus d'un an sur le contenu des études. A partir de Radom, la grève s'est généralisée aux principales villes universitaires de Pologne.

Le 19 novembre, à l'initiative du syndicat indépendant des étudiants polonais, le NZS, un comité national central de grève s'est constitué qui lance un ultimatum au gouvernement pour qu'il retire son projet.

Le 24 novembre, le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces armées du pacte de Varsovie, est reçu par le général Jaruzelski.

Le 28 novembre, le comité central du POUP décide de faire voter par la Diète les pleins pouvoirs au gouvernement en la chargeant, en particulier, de suspendre le droit de grève.

événements récents en Pologne

— tout Polonais de plus de 17 ans peut être détenu s'il met en danger la sécurité de l'Etat, sur décision de la milice ».

— tout Polonais de plus de 13 ans peut être interpellé.

— pas de déplacement dans le pays de plus de 48 heures.

— censure légale, toute la presse est interdite.

— 5 ans de prison pour quiconque organise une grève. La peine de mort est encourue pour ceux qui se refusent à accepter la militarisation de l'économie. Suspension des samedis libres. »

Dès le 13 décembre, par la grève générale, la résistance unanime du peuple travailleur s'organise. A 13 heures, la section de *Solidarité* de l'usine de camions d'Ursus appelle à la grève générale dans tout le pays. Un Comité national de grève clandestin est constitué.

Walesa, mis en résidence surveillée, refuse de négocier avec les autorités. Mgr. Glemp lance un « appel à la raison », qui est répété toutes les heures à la radio dans lequel il estime que « l'état de guerre devient une "autorité" équipée de moyens de contrainte qui exige d'être obéie ». Un commentateur en uniforme déclare à la télévision que « les milieux financiers occidentaux qui ont, pour des raisons évidentes, intérêt à voir la situation se normaliser et l'économie se développer en Pologne, ont réagi calmement et, même, pourrait-on dire, avec quelque soulagement ».

Le général Haig déclare que « les Etats-Unis avaient reçu des assurances que les réformes continueraient et se félicitent que seuls des Polonais sont en cause » !

L'agence Tass communique que « toutes les mesures prises en Pologne ressortent des affaires intérieures de la Pologne » et signale que « dans cette lutte avec la contre-révolution, les pays socialistes frères sont au côté du peuple polonais ».

Jeudi 17 décembre

DEPUIS le 14 décembre, des grèves avec occupation ont lieu dans toutes les grandes entreprises de Pologne.

Mardi 15, le Comité de grève des aciéries de Huta Warszawa publie le numéro 2 de son « Bulletin de grève » : « Le comité de grève de Huta Warszawa, après avoir consulté le personnel qui s'est prononcé à 80 % pour la grève, a proclamé la grève d'occupation dans les aciéries à partir de 9 heures, heure locale. Nous, sidérurgistes en grève, demandons la satisfaction de nos revendications du Comité national de grève, qui a son siège à Gdansk, aux chantiers navals : levée de l'état de siège et libération de tous les membres internés de *Solidarité* ».

Nous déclarons avec toute la fermeté requise que nous sommes ouvriers et que nous ne serons jamais esclaves, même si on veut nous lier les mains et nous bâillonner. Nous faisons grève avec toute la Pologne ouvrière, avec toute la nation unie. »

Le comité de grève de Szczecin lance un appel « aux parlementaires et aux syndicalistes du monde entier pour aider ceux qui luttent en Pologne ». Le bulletin numéro 7 de *Solidarité-Varsovie* donne le récit de l'assaut de la milice contre les ouvriers des chantiers navals de Gdansk le 17 décembre : « Plus de

100 000 manifestants ont érigé des barricades et incendié des camionnettes de la milice. Les 2 000 "zomos" chargés de la répression après que l'armée ait été retirée pour avoir fraternisé avec les grévistes ont failli être débordés et se sont délogés en tirant des grenades offensives et des coups de feu. »

Des tracts de *Solidarité* appellent à la grève pour le samedi 19 décembre. L'épiscopat polonais dénonce les « internements massifs » et affirme que « la nation ne reculera pas et ne renoncera pas au renouveau démocratique ».

Samedi 19 décembre

DE nombreuses informations font état de mutineries dans l'armée. « Les banquiers américains, selon le *Wall Street Journal*, considèrent l'autoritarisme à la soviétique comme leur meilleur espoir de recouvrer les quelques 1,3 milliard de dollars que la Pologne leur doit. »

Mardi 22 décembre

LE bulletin de la section *Solidarité* de Varsovie fait état de « quinze morts à l'usine de wagons de Pafawa, au cours d'un assaut de l'armée, blindés en tête. 30 mines de Silésie sont en grève, un comité de grève "intermines" a été constitué. Un comité semblable existe à Poznan, regroupant 13 des plus grandes entreprises de la région.

Des patrouilles militaires qui étaient témoins de la diffusion de ce bulletin en plein centre de Varsovie ont ostensiblement changé de trottoir pour ne pas avoir à intervenir.

L'ambassadeur de Pologne à Washington demande l'asile politique aux Etats-Unis, suivi par l'ambassadeur de Pologne au Japon.

Après la déclaration de Glemp du 19 décembre, le porte parole du « Conseil militaire de salut national », Jerzy Urban, déclare : « Le gouvernement polonais estime positive l'attitude de l'Eglise catholique. »

27 décembre

MONSEIGNEUR Poggi, envoyé spécial du pape, estime, après une semaine passée en Pologne, qu'il y a des « espoirs de dialogue entre les autorités et les forces sociales. »

30 décembre

ANNONCEUR Poggi, le vice-premier ministre Rakowski résume de la manière suivante la situation en Pologne : « Le pays a été ramené au point zéro. La jeunesse est contre nous. Les intellectuels sont contre nous. Les ouvriers sont contre nous. L'Eglise est contre nous. On



Le 29 septembre 1981, Gdansk : devant le congrès de *Solidarité*, des militants ont peint sur une place ce slogan : « La télévision ment ! »

ne voit pas avec qui on peut établir le système économique. Peut-être pourrait-on utiliser certains militants de *Solidarité*. Mais il faudrait auparavant les rééduquer avec des méthodes semblables à celles qui sont utilisées au Vietnam. »

Dans un bulletin clandestin diffusé à Varsovie, la section de *Solidarité* communique le récit des affrontements dans les mines de Silésie : « Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz pour contraindre les mineurs en grève à remonter à la surface. Après avoir été réanimés, ils ont été contraints de reprendre le travail sous menace armée. »

De nombreuses entreprises sont fermées, comme les chantiers navals Warski de Szczecin et les chantiers navals de Gdansk. De nombreuses condamnations sans appel sont prises par des tribunaux militaires contre les ouvriers accusés d'« avoir rédigé des appels en faveur de la grève », de s'être chargés d'« informations et de propagande pendant la grève », de « colportage d'informations entre les ateliers en grève », d'avoir « organisé la grève et des consultations de travailleurs et diffusé des publications illégales. »

Le bulletin n° 9 de *Solidarité-Varsovie* publie : « Walesa, actuellement prisonnier de l'état-major général, pose toujours comme condition à l'ouverture des négociations la participation du présidium de la Commission nationale du syndicat et celle des conseillers.

Les rencontres de représentants de la junte avec les dirigeants et experts de *Solidarité* qu'ils avaient choisis, notamment celles qui ont eu lieu à trois reprises avec Stanislas Rusinski, membre du présidium de la région de Mazovic, et celle qu'a eue Rakowski avec les avocats Sila-Nowicki et Jan Olszewski, n'ont donné aucun résultat.

Les représentants de *Solidarité* s'en tiennent au point de vue que seuls les dirigeants de *Solidarité* et Lech Walesa sont mandatés pour entreprendre des négociations. L'obligation de signer des déclarations de loyauté se répand comme en Tchécoslovaquie en 1968. Après l'administration centrale, ce sont maintenant les instituts ministériels ainsi que les écoles qui sont concernés. »

JANVIER

Samedi 2 janvier

RADIO-Varsovie annonce que les prix du sucre, du beurre et du charbon vont être multipliés par quatre, ceux du jambon,

du boeuf et de l'eau chaude par trois. En même temps, le zloty est dévalué de 71 %. Quelques jours avant, la Pologne avait réglé un million de marks en remboursement des intérêts dus à l'un des plus gros banquiers de RFA.

En même temps que Reagan invite les gouvernements européens, en particulier Helmut Schmidt, à « prendre des sanctions parallèles ou complémentaires contre l'URSS », à celles prises par les Etats-Unis, Alexander Haig indique que « la RFA était bien placée pour maintenir ouvertes les voies de communication entre Washington et Moscou ».

Wladyslaw Frasnyniuk, l'un des dix-huit membres du Présidium de *Solidarité*, lance un appel diffusé clandestinement : « Notre syndicat n'a pas été disloqué sous la botte du général Jaruzelski. Il existe toujours et il agit. Ses dirigeants travaillent suivant la volonté de l'immense majorité du peuple polonais. »

Le général Kazimierz Stec, représentant du « Comité national de défense » à Wroclaw, déclare qu'il avait adressé, avec le procureur de la voïvodie, un appel au président de *Solidarité* de Wroclaw, W. Frasnyniuk, proposant d'étendre à son égard la portée de « l'état de grâce » officiel s'il se rendait aux autorités. Il ajoute que cet appel est resté sans réponse.

Lundi 4 janvier

A l'occasion de la rentrée scolaire, Radio-Varsovie précise que « les écoliers auront désormais des rencontres régulières avec des représentants de l'armée qui leur expliqueront les raisons de la proclamation de l'état de guerre. L'Union indépendante des étudiants polonais, le NZS, est interdit en raison de « sa participation à l'Association internationale des étudiants (AIE) ». »

Mercredi 6 janvier

EN même temps que l'URSS octroie à la Pologne un crédit « à des conditions de faveur », la presse de Moscou redouble de violence contre *Solidarité* et Walesa.

Sbigniew Janas, responsable de la section de *Solidarité* d'Ursus,

appelle à préparer une grève générale dans « la conspiration totale ». Il appelle à créer des « comités de grève secrets et de multiplier les distributions de tracts clandestins ». Radio-Varsovie déclare que « l'adversaire politique n'a pas cessé ses activités ». Mgr. Glemp déclare que « les déclarations de loyauté faites sous la pression sont sans valeur ».

Samedi 9 janvier

LE primat de Pologne J. Glemp et le général Jaruzelski se rencontrent pour la première fois depuis l'état de guerre. Radio-Varsovie indique qu'« il a été procédé à un échange de vues sur la situation actuelle au cours duquel ont été mentionnées les intentions allant dans le sens d'une normalisation de la vie du pays ».

Le lendemain, dans son homélie à Varsovie, Glemp déclare : « On peut et on doit maîtriser la haine car elle ne construit rien de bon. Le Christ sur la croix a pardonné même aux malfaiteurs. C'est notre voie chrétienne, dure et difficile, mais un évêque ne peut proposer d'autre voie que celles-ci. »

Le même jour, le comité central du PCUS écrit dans *La Pravda* : « La crise polonaise est principalement le résultat des activités concertées et systématiques des forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, visant à miner les bases constitutionnelles de l'Etat polonais et son régime social. » Pour la première fois aucune mention n'est faite des « erreurs du parti ».

Lundi 11 janvier

LE président de la Dresdner Bank arrive à Varsovie « pour y mener des pourparlers sur la dette polonaise ». Le commandant de la milice de la ville de Radom déclare à Radio-Varsovie que « la proclamation de l'état de guerre n'avait pas entraîné la défaite de l'ennemi, mais seulement sa paralysie » et précise que « 3 000 tracts et 1 500 matériaux de propagande ont été saisis à Radom ».

Wojna, membre du comité central du POUF tient une conférence de presse où il explique que « la réforme économique est inconcevable sans vrai dialogue et sans l'auto-gestion populaire : on ne peut revenir au statut d'avant août 1980, ni à la situation anarchique d'avant le 13 décembre 1981 ».

Un ouvrier de l'usine de tracteurs d'Ursus témoigne de la situation dans son usine militarisée : « Aucune communication entre les différents ateliers... Dans un atelier la capacité de la production est réduite de moitié. Un chantage est exercé sur les ouvriers : 80 membres du comité syndical paient si le travail est mal fait. »

Un ouvrier de l'usine FSO de Jeran indique que la production de véhicules est réduite à 40 par jour, au lieu de 350.

Dans les aciéries de Varsovie, plusieurs ateliers sont paralysés du fait de la grève du zèle...

DEUXIEME CONFERENCE EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES SYNDICATS LIBRES EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST :

« Nul ne peut se dérober à l'appel à la solidarité internationale des ouvriers de Pologne »

Les 19 et 20 décembre s'est réunie à Paris la II^e Conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est. Jacques Mairé présidait cette réunion en l'absence d'Edmund Baluka déporté dans la nuit du 12 au 13 décembre dans le camp de Goleniow. La conférence a réélu Edmund Baluka président du comité de liaison permanent de la conférence européenne.

En présence de 250 délégués, syndicalistes de tous les pays, Wladyslaw Sulecki (fondateur du syndicat libre des mineurs de Silésie) et Françoise Baluka, qui venait d'être expulsée de Pologne, ont notamment pris la parole.

Nous publions ici la déclaration votée par les participants.

LA II^e Conférence du Comité européen pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est, dont Edmund Baluka, ouvrier aux chantiers navals Warski de Szczecin, arrêté par la police politique, est président, s'est réunie les 19 et 20 décembre à Paris.

« Nous, militants et responsables du mouvement ouvrier et syndical, membres d'organisations ouvrières de Pologne, RFA, RDA, France, Espagne, URSS, Bulgarie, Belgique, Suisse, Irlande, Royaume-Uni, Italie, tenons à saluer la camarade Françoise Baluka et à élever la plus vive protestation contre son expulsion.

Nous nous rassemblons au moment où, en Pologne, le gouvernement Jaruzelski a proclamé l'état de guerre contre le peuple travailleur des villes et des campagnes et contre la jeunesse, organisés dans leurs syndicats libres et indépendants.

Nous, militants syndicalistes, nous prenons l'engagement solennel d'agir dans l'unique but de la défense du mouvement syndical libre et indépendant des partis et des Etats, de lutter contre la répression dont sont victimes les militants et responsables élus des syndicats Solidarité.

Nous considérons de notre devoir de répondre à l'appel du comité de grève des chantiers navals de Szczecin « aux syndicalistes du monde entier » (voir notre encart) qui nous demandent « l'aide à ceux qui luttent en Pologne contre l'état d'exception et pour la remise en liberté des leaders syndicaux ».

Au moment où se déchaîne en Pologne la plus brutale répression contre dix millions de travailleurs organisés dans Solidarité, des centaines de milliers d'étudiants organisés dans le NZS, 3 millions de paysans, organisés dans Solidarité rurale, les travailleurs du monde entier manifestent leur indignation. La solidarité ouvrière est indivisible. Au-delà des frontières, la classe ouvrière du monde entier condamne le coup de force perpétré contre Solidarité et les travailleurs, les jeunes, les paysans, sous l'injonction du Kremlin. Tous les travailleurs dénoncent avec nous ceux qui aujourd'hui prétendent parler au nom du syndicat ouvrier et se refusent à participer aux actions de solidarité.

L'ouvrière polonaise Anna Walentinowicz, une des fondatrices des syndicats libres enregistrés après la grève générale d'août 1980 par les accords de Gdansk, a appelé il y a trois mois à notre conférence.



Paris, 19/20 décembre : une vue de la conférence.

Notre conférence a pris l'engagement de combattre pour l'aide active et la solidarité avec tous ceux qui, attachés aux principes du mouvement syndical, indépendant et démocratique, subissent la répression en URSS et en Europe de l'Est pour leur combat pour les syndicats libres.

Nous lutterons sans relâche pour la libération d'Edmund Baluka, arrêté dans la nuit du 13 décembre et déporté à Goleniow. Nous lutterons sans relâche pour la libération immédiate de Walesa, Kuron, et de tous les emprisonnés. Nous lutterons sans relâche pour la levée de l'état de guerre décrété par le général Jaruzelski, pour le respect des libertés démocratiques et ouvrières. Nous lutterons sans relâche pour le droit aux syndicats libres et indépendants Solidarité d'exercer leur action dans l'indépendance à l'égard du POUP et de l'Etat contre

les syndicats officiels intégrés à l'Etat et au POUP.

Lors de la première session de son premier congrès, Solidarité a lancé l'appel historique :

« Les délégués adressent leurs salutations aux ouvriers d'Albanie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, RDA, de toutes les nations, de l'Union soviétique. En dépit d'informations mensongères diffusées dans vos pays, nous vous assurons que nous sommes une authentique représentation des travailleurs, forte de 10 millions d'adhérents, née du résultat des grèves ouvrières.

Nous soutenons ceux d'entre vous qui se sont décidés à choisir la voie difficile de la lutte pour un mouvement syndical libre. Nous croyons que, dans un avenir qui n'est pas très lointain, nos représentants pourront se rencontrer afin d'échanger leurs expériences syndicales. »

Travailleurs et syndicalistes du monde entier, il est de notre devoir de répondre à l'appel du congrès de Solidarité.

Nous lutterons et combattons pour la libération de Vladimir Klebanov, emprisonné depuis le 7 février 1979 dans l'enfer de l'hôpital psychiatrique de Donetsk pour avoir créé le premier syndicat libre des travailleurs d'URSS.

Nous lutterons et combattons pour la libération d'Alexei Nikitine et Marc Morozov, fondateurs du SMOT, emprisonnés dans l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk.

CECI est un appel à tous les Parlements, tous les gouvernements, toutes les nations, tous les hommes et femmes de bonne volonté qui chérissent la liberté, la démocratie et les droits des travailleurs.

Au péril de notre vie et de notre liberté, bravant les dispositions draconiennes de la loi martiale, en dépit des tentatives de manipuler et de terroriser des centaines de milliers de travailleurs et de patriotes polonais, nous sommes en grève et nous exigeons l'abrogation de l'état de guerre, la libération de tous les emprisonnés et la restauration de tous les droits démocratiques et ouvriers que la nation a conquis depuis août 1980. Nous lançons l'appel qui suit :

Aidez-nous dans notre lutte par une protestation massive et votre soutien moral ! Ne restez pas paresseusement à contempler la manière dont ils tentent d'étrangler une démocratie naissante au cœur de l'Europe ! Soyez à nos côtés dans ces heures sombres ! Solidarité avec Solidarité ! La Pologne n'est pas encore perdue.

14 décembre. Le comité de grève des chantiers et du port de Szczecin. »

CONFERENCE EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES SYNDICATS LIBRES EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST

COMITE DE LIAISON PERMANENT

61, rue Beaubourg 75003 Paris

Président : Edmund Baluka

Pologne : Edmund Baluka, Wladyslaw Sulecki - Roumanie : Mihnea Berindei - Tchécoslovaquie : Jan Kavan, Karel Kostal, Jan Lestinski - Allemagne : Carla Boulboulle, Heinrich Kromer, Marianne Preusser, Rupert Schroeter, Horst Schultz, Roman Urbanek - Angleterre : Don Billingsley, Harry Stannard, Alan Sutton - Belgique : Anne Heinis - Espagne : Raoul Gomez, Rafael Martinez Partagas, Marisa Savoini - France : Christian Broeders, Georges Bufti, Jean-Pierre Cartreau, Robert Clement, Françoise Cotta, Frédéric Decazes, Patrick Laz, Jean-Jacques Marie - Irlande : Paddy Moonáy - Italie : Piero Piccolo - Portugal : Fernando Martinho - Suisse : Marzia Fiastri

Uwe Trieschmann (25 ans), étudiant en médecine à Cologne (RFA), vient d'être arrêté à Karlmarxstadt (DDR), alors qu'il rendait visite à des amis. L'UNEF indépendante et démocratique vient d'en saisir le Comité de liaison européen.

Uwe Trieschmann participait avec l'UNEF indépendante et démocratique et de nombreuses organisations syndicales ouvrières (CGT-FO, UGT et CNT d'Espagne, UIL d'Italie, etc.) à la II^e Conférence européenne du Comité de liaison pour la défense des syndicats libres, en tant que membre du comité de solidarité avec le NZS polonais en Allemagne.

Selon des informations parvenues d'Allemagne de l'Est, Uwe Trieschmann, arrêté au titre de « communication d'informations mettant en cause la République démocratique allemande », risquerait 2 à 12 ans de prison.

Le comité de liaison informe l'ensemble de ses adhérents de cette situation et lance un appel à tous les participants de la II^e Conférence européenne des 19 et 20 décembre 1981, aux travailleurs, leurs syndicats, à l'opinion ouvrière et démocratique, pour que soit exigée la libération de Uwe Trieschmann, par l'envoi de télégrammes, de pétitions et de délégations représentatives à l'ambassade de la DDR (24, rue Marbeau, Paris XVI^e, tél : 500 00 10).

Le comité de liaison publiera chaque jour les prises de position des organisations et personnalités exigeant la libération d'Uwe Trieschmann.

Lundi 18 janvier 1982,
16 heures

POLOGNE : DECLARATION DE LA DELEGATION PROVISOIRE A L'EXTERIEUR DU PARTI SOCIALISTE POLONAIS DU TRAVAIL :

« A tous nos compatriotes, à tous les défenseurs du socialisme et de la liberté »

DANS la nuit du 12 au 13 décembre, s'est produite une attaque brutale et sans merci contre notre syndicat *NSZZ Solidarność*, c'est-à-dire contre toute la classe ouvrière et tout notre peuple. Avec la proclamation de l'état de guerre, ce sont toutes les libertés syndicales et civiques, tous les droits démocratiques conquis par l'ensemble de notre société depuis août 1980 qui sont foulés aux pieds. Notre syndicat est quotidiennement traîné dans la boue, mis au pilori par les mass médias militarisés du général Jaruzelski. Nos dirigeants et nos militants y sont présentés comme une vulgaire bande d'« alcooliques terroristes au service d'un complot international ». C'est tout notre peuple qui est ainsi outragé.

La tragédie de la situation matérielle de toute la population, surtout des villes, soumise aux brutalités et contrôles permanents des sbires de la ZOMO (corps armés de la milice) ou de leurs homologues du SB (services de sécurité, police politique) en civil ; obligée dans des queues interminables d'être en quête permanente de produits alimentaires ou de première nécessité ; sans nouvelles des proches ou des amis internés ou disparus, n'est comparable qu'aux heures les plus noires de l'occupation hitlérienne et de la plus sinistre terreur stalinienne.

A l'heure actuelle, tout le large mouvement social des organisations indépendantes est mis hors la loi. Avec *Solidarność*, *Solidarité rurale*, les syndicats autonomes, les syndicats paysans sont suspendus, le *NZS*, syndicat indépendant étudiant, dissous, les partis indépendants comme la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), le Parti polonais démocratique (PPD), le Parti socialiste polonais

du travail (PSPP), le Parti polonais du travail (PPP)... sont interdits. Tous les militants et cadres de ces syndicats et organisations sont internés, disparus ou contraints à la clandestinité.

Une nouvelle fois, onze ans plus tard, le sang ouvrier a coulé sur le pavé. Pour défendre leur monopole de pouvoir, pour défendre leurs privilèges, pour défendre les intérêts de leurs maîtres du Kremlin, ils ont fait tirer sur le peuple travailleur, contre les élections libres, contre la justice et la démocratie, contre la liberté du pays !

Nous ne savons encore ni combien, ni comment, mais nous savons qu'une nouvelle fois ils ont assassiné des fils du peuple. Mais en dépit des menaces et de l'intimidation, du sang déjà versé, des arrestations massives et des mauvais traitements, des matraquages et des « promenades de santé » — on fait passer les prisonniers entre une haie de miliciens qui les frappent à coups de matraque —, malgré le froid et la famine, les privations et les difficultés d'approvisionnement, malgré les interdictions de déplacement, les contrôles, les communications interrompues, dans tout le pays, les ouvriers, les paysans, les femmes, les intellectuels et toute la jeunesse, c'est tout le peuple qui s'organise et résiste.

Jaruzelski n'a pas pu les mettre au pas

Les déclarations d'apaisement pour l'étranger comme les communiqués menaçants pour l'intérieur, ne trompent personne. La résistance de notre peuple dans l'union de toutes ses couches sociales est générale ; elle est un fait.



Au cours d'un meeting convoqué par *Solidarité* à Szczecin le 21 novembre 1980, une lettre d'Edmund Baluka, ancien président du comité de grève de Szczecin en 1970-1971 et l'un des fondateurs du PSPP, dans laquelle il demandait aux autorités polonaises de pouvoir réintégrer son poste de travail aux chantiers navals A. Warski de Szczecin, était lue. Immédiatement, les 50 000 travailleurs présents se levaient et scandaient : « Baluka aux chantiers navals ! »



En de telles circonstances, les adhérents et militants du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) — proclamé à Szczecin le 14 septembre 1981 — se trouvant provisoirement ou non à l'étranger estiment de leur devoir impérieux de continuer, où qu'ils se trouvent actuellement, le combat pour les idéaux et principes de justice, de démocratie et de souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par le projet de thèses, la déclaration de fondation du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) et sa plateforme en treize points.

Ils décident donc dans ce but de fonder la délégation provisoire à l'étranger du Parti socialiste polonais du travail (PSPP), qui appelle à la constitution de comités de soutien au PSPP par les militants du pays et de l'émigration, comme tous les militants ouvriers, quelle que soit leur nationalité. Ces comités auront pour première responsabilité d'organiser sous diverses formes la

solidarité avec le pays qui combat pour, immédiatement, la levée de l'état de guerre, la libération de tous les prisonniers, mais aussi pour la garantie de l'exercice de tous les droits et libertés civiques et collectifs, notamment du droit d'organisation en syndicats et partis indépendants.

Quotidiennement, la propagande militarisée du général Jaruzelski accuse les militants qu'il frappe, emprisonne et assassine, d'être des « anti-socialistes », des « contre-révolutionnaires au service d'un complot international contre l'alliance et l'amitié avec l'URSS ».

Pour sa part, le Parti socialiste polonais du travail (PSPP) a toujours estimé que le drapeau du socialisme est indissociable de celui de la démocratie et de la justice ; qu'il n'y a pas d'alliance ou d'amitié entre les peuples sans le respect de la souveraineté, de l'indépendance nationale, de la liberté de chaque peuple à disposer de lui-

même. Ces devises sont celles de notre peuple qui a toujours tenu, au cours des siècles de son histoire difficile et tumultueuse, tête haute à toutes les formes de tyrannie et d'oppression.

Les militants de la délégation provisoire à l'étranger du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) saluent le courage, la détermination et les sacrifices dont fait preuve notre peuple qui combat et résiste au nom de ces mêmes devises aujourd'hui.

Ils saluent la mémoire de tous ceux qui sont d'ores et déjà tombés, victimes de la sauvagerie des forces de répression du général Jaruzelski. Nous savons qu'ils ne sont pas morts en vain.

Ils saluent tous les membres de la commission nationale de *Solidarité* internés, tous les dirigeants et militants de *Solidarność*, *Solidarité rurale*, du syndicat étudiant indépendant *NZS*, disparus ou internés.

Ils saluent tous ceux qui, pour leur engagement dans des organisations indépendantes comme le ROPCIO, l'ex-KOR, la Jeune Pologne, etc., sont aujourd'hui disparus ou internés.

Ils saluent tous les dirigeants et adhérents des partis indépendants proclamés dans notre pays, aux côtés desquels luttaient le Parti socialiste polonais du travail (PSPP) pour le pluralisme politique et la liberté du pays, comme le KPN, le PPD, le PPP et bien d'autres.

Ils adressent tout particulièrement un salut chaleureux à tous leurs compagnons du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) aujourd'hui réprimés, condamnés, emprisonnés par la junte.

Nous prenons l'engagement de tout entreprendre pour connaître le sort de tous ces combattants et celui de leurs proches, pour libérer tous ceux qui sont internés ou emprisonnés.

« La Pologne n'est pas morte, puisque nous vivons ! » (Première phrase de la Marche de Dabrowski, hymne national polonais).

La délégation provisoire à l'étranger du PSPP
Paris, le 6 janvier 1982

La délégation provisoire à l'étranger du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) adopte cette déclaration, décide d'édition régulièrement un bulletin d'information du PSPP, décide de publier ci-joint la plateforme du PSPP.

Plate-forme du PSPP

- 1.- La liberté du pays.
- 2.- La destruction du monopole du POUP qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au PCUS.
- 3.- L'évacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.
- 4.- La dissolution des forces répressives de la milice — MSW — dépendant du ministère de l'Intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et stalinienne du KGB.
- 5.- Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.
- 6.- Le droit de grève (garanti par la Constitution).
- 7.- La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).
- 8.- Liberté de la presse, de la radio, de la TV, la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettres et écrivains.
- 9.- La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
- 10.- Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité central du POUP.
- 11.- La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
- 12.- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution).
- 13.- L'annulation des accords avec l'URSS, traités nuisibles à la Pologne (entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).

GRANDE-BRETAGNE :

Mme Thatcher a retrouvé son fils... mais trois millions de travailleurs ne trouvent pas d'emploi

Les rigueurs d'un hiver exceptionnellement rude ne constituent pour la population travailleuse de Grande-Bretagne qu'un inconvénient mineur en regard de ce que lui « coûte » le maintien en place du gouvernement Thatcher.

Plus de trois millions de chômeurs ; une inflation qui se maintient autour de 12 % alors que les augmentations de salaires ne doivent pas — d'après la politique gouvernementale — dépasser les 6 % ; le démantèlement des budgets de l'Éducation et de la Santé, les attaques contre la Sécurité sociale, des mesures organisant sciemment la faillite des municipalités contrôlées par le Labour Party...

Ce ne sont là que les aspects les plus manifestes du « bilan social » du gouvernement conservateur au pouvoir depuis mai 1979 et qui, d'après le calendrier électoral, peut encore continuer dans la même voie pendant deux ans et demi !

ET c'est bien dans la même voie qu'il entend continuer : les récentes mesures budgétaires approuvées par le Parlement fin novembre comprennent notamment un accroissement de 13 % des cotisations sociales des employés, le relèvement des tarifs médicaux, l'augmentation des loyers des logements « bon marché » et la réduction des indemnités de chômage.

aujourd'hui face à la menace de conflits de grande ampleur dont le développement aurait inévitablement des conséquences pour toute la classe ouvrière.

D'abord dans les chemins de fer où, pour des revendications sur les salaires et sur les conditions de travail, l'ASLEF (syndicat qui organise 98 % des conducteurs de

Déjà, dans les semaines qui précèdent, à deux reprises, des conflits dont les conséquences auraient elles aussi été considérables ont été évités. Et, dans les deux cas, avec le même scénario. D'abord à la British Leyland où la grève portait sur des revendications salariales accompagnées du refus de projets de la direction sur l'augmentation de la productivité.

Enfin, la direction syndicale acceptait une nouvelle proposition qui ne contenait en fait aucune concession importante et une légère majorité des travailleurs se prononçait pour la reprise. C'est à peu près la même chose qui s'est passée chez Ford alors qu'une grève de toutes les usines Ford (plus de 50 000 travailleurs) était à l'ordre du jour. Là aussi, la direction syndicale a recommandé l'acceptation d'un accord reprenant l'essentiel des propositions patronales et a obtenu une faible majorité.

Labour Party présidé par Callaghan a tenté d'imposer et faisant échec aux tentatives de ce gouvernement d'appliquer partiellement les mesures anti-ouvrières correspondant aux besoins de la bourgeoisie britannique.

C'est face à une situation de crise que le grand parti de la bourgeoisie anglaise, le parti conservateur, doit reprendre directement les rênes du pouvoir, et l'échec électoral du Labour Party (dû à un déplacement de voix de la petite-bourgeoisie et à une montée des abstentions ouvrières) n'est que la sanction de la politique d'alignement sur les besoins du capital du gouvernement Callaghan.

Si, dans le contexte d'une profonde crise économique, le gouvernement Thatcher a incontestablement pu porter des coups à la classe ouvrière et à la jeunesse pendant ses deux ans et demi d'existence (baisse du niveau de vie, atteintes aux droits acquis sur le terrain de la santé, du logement, de l'éducation, développement du chômage aboutissant littéralement à la liquidation de centres industriels), il a été incapable de réaliser ses plans d'ensemble et d'infliger une défaite profonde à un secteur quelconque de la classe ouvrière.

Il a même été obligé de reculer à deux reprises : face aux dockers à la fin de 1980, en annulant des mesures de licenciement ; face aux mineurs qui, spontanément, — malgré l'opposition de la direction nationale d'alors de leurs syndicats — débrayaient bassin après bassin. Devant la menace d'une grève générale des mineurs, le gouvernement a renoncé (contrairement à son programme) à toute fermeture de puits.

Crise du parti conservateur

Pour la bourgeoisie, le bilan du gouvernement Thatcher ne constitue pas une réussite. La classe ouvrière n'est pas matée, ses organisations ne sont pas politiquement brisées et la dégradation de l'économie britannique s'accroît. Le résultat, c'est une crise profonde du Parti conservateur. L'affrontement entre l'aile « extrémiste » (celle de Thatcher) et l'aile « modérée » (celle de James Prior et de l'ancien Premier ministre Heath) a pris l'allure d'un conflit public sur les questions stratégiques les plus fondamentales pour la classe dominante entre deux « partis » virtuels.

Pour Thatcher, il n'est pas d'autre possibilité que de poursuivre l'orientation suivie depuis 1979, en dernière analyse utiliser la crise pour tenter de briser les reins du mouvement ouvrier organisé, en finir avec la « puissance syndicale ». Pour Heath, il faut reculer pendant qu'il en est encore temps, éviter l'explosion, et négocier un consensus avec les sommets de l'appareil syndical.

Le parti conservateur est le principal parti de la bourgeoisie anglaise ; en un sens, il est organiquement « son » parti, pas seulement sa représentation parlementaire. Sa crise exprime directement le désarroi de la classe dominante. Mais le parti conservateur est un parti parlementaire dont le « fonctionnement » au compte de la classe dominante dépend de son contrôle électoral d'une base « populaire » (de la petite bourgeoisie).

Tout indique que s'il y avait aujourd'hui des élections générales, si des élections anticipées étaient par exemple imposées, il connaîtrait une débâcle électorale. C'est

d'abord — comme l'a souligné la récente élection partielle de Crosby — la crise chez ses électeurs qui se tournent récemment vers le nouveau parti social-démocrate (sur lequel nous reviendrons plus loin).

Au lendemain de cette élection, Edward Heath déclarait que si, aux prochaines élections générales prévues pour 1984, l'alliance entre le parti libéral et le « Social Democratic Party » remportait une victoire, il s'orienterait vers sa participation à un gouvernement de coalition faisant ainsi son « devoir à l'égard de la nation ». En d'autres termes, Heath affirmait que désormais il existait un grand point d'interrogation dans la situation politique en Angleterre : le système éprouvé du « bipartisme », de l'alternance gouvernementale, parti conservateur et Labour Party, n'est plus nécessairement à même de répondre à la crise...

... et crise du Labour Party

Et pourtant dans cette situation, le mouvement ouvrier apparaît comme politiquement paralysé. Ni en relation avec l'action de secteurs essentiels de la classe ouvrière (qui posaient la question de la grève générale, comme la grève de la sidérurgie) ni en relation avec les puissantes manifestations contre le chômage, n'a même été posée la question d'imposer des élections anticipées.

La direction des Trade-Unions s'est obstinée à ne considérer les grèves comme celles de la sidérurgie que comme des conflits « revendicatifs » et a expliqué que le rôle politique du mouvement syndical devait se limiter à faire pression pour infléchir l'orientation de la politique gouvernementale.

La direction du Labour Party, malgré quelques proclamations plus radicales dans certains discours de ses dirigeants, a confiné la « politique » au terrain parlementaire et n'a donc proposé d'autre horizon que celui des prochaines élections générales.

Pour bien des commentateurs, l'immobilisme des directions du mouvement ouvrier s'explique par la crise du Labour Party, par le fait que depuis deux ans il est dominé et déchiré par des conflits internes, crise qui s'exprime dans la croissance de l'influence électorale du Social-Democratic Party (le SDP) qui regroupe aujourd'hui 28 parlementaires, tous démissionnaires du Labour Party. Ainsi, le Labour Party connaîtrait une crise symétrique de celle du parti conservateur : il s'agirait de l'« usure » parallèle des deux partis qui pendant plus d'un demi-siècle ont monopolisé la vie politique.

Explication superficielle qui escamote la réalité de la lutte des classes. Il y a incontestablement une crise du Labour Party, une crise de son appareil dirigeant, mais elle procède du mouvement même de la classe ouvrière et de sa radicalisation politique et exprime la réalité du Labour Party comme parti ouvrier bourgeois.

On sait que la spécificité du Labour Party c'est son lien organique avec les organisations syndicales qui fait qu'il n'est pas seulement le parti dans lequel l'écrasante majorité de la classe ouvrière se reconnaît et qu'elle charge de ses aspirations, mais le cadre d'organisation du mouvement ouvrier dans son ensemble.



Londres, le 29 novembre 1981 : une manifestation de jeunes chômeurs contre la politique du gouvernement Thatcher.

Pourtant, comme le note une dépêche de l'AFP du 8 janvier : « le gouvernement connaît une législation plutôt calme depuis 1979. Ses seuls véritables problèmes parlementaires proviennent de l'activité des « dissidents » du camp conservateur ». Au-delà des apparences et de la sérénité parlementaire, il faut apprécier ce que révèle et ce que masque ce « calme » apparent.

C'était devenu un cliché il y a une quinzaine d'années de dire de l'Angleterre que c'était « l'homme malade de l'Europe ». Formule qui a aujourd'hui perdu toute signification car il n'est pas une seule puissance européenne que l'on puisse qualifier de « bien portante ». Mais cela n'a en rien amélioré la situation même relative de l'impérialisme britannique.

Au contraire. Les éléments de crise économique, sociale et politique se sont accumulés en Angleterre. Et, dans le plus vieux pays capitaliste du monde, creuset du mouvement ouvrier et de l'impérialisme, c'est vers une issue explosive (dont les émeutes de la jeunesse des grandes villes industrielles ont constitué, ce printemps et cet été, une expression en même temps qu'un signe précurseur) que conduit le développement de la lutte des classes.

Grève dans les chemins de fer

Dans deux secteurs essentiels, le gouvernement Thatcher est

trains) a décidé un boycott des heures supplémentaires, puis lancé une grève d'avertissement de 48 heures (pour les 12 et 13 janvier) et, enfin, ouvert la perspective d'une grève illimitée. Des efforts de conciliation de dernière minute n'ont pu empêcher le maintien d'une première grève de 48 heures qui a paralysé totalement le trafic, et qui a été suivie d'autres grèves.

Puis et surtout, la menace d'une grève générale des mineurs. La direction générale des Mines a offert à ceux-ci une augmentation des salaires de l'ordre de 10 %. Les mineurs en réclament 24 %. La direction de leur syndicat, la NUM, l'un des plus puissants syndicats de Grande-Bretagne, a rejeté cette offre et doit consulter les 250 000 mineurs, par voie de référendum, pour faire approuver son attitude, ce qui pose la question d'une grève générale des mineurs.

Menace qui est prise d'autant plus au sérieux que la radicalisation des mineurs s'est exprimée dans le fait que, face à trois candidats plus modérés et recommandés par des fractions importantes de l'appareil, ils ont par 70 % des suffrages choisi comme secrétaire général Arthur Scargill, qui se présentait comme le candidat de la « gauche », et dont le prestige tient au rôle combatif qu'il a tenu lors des grèves de 1972 et de 1974. Le gouvernement respire car le référendum n'a pas donné les 55 % nécessaires pour que l'exécutif soit mandaté pour déclencher la grève. Mais rien n'est réglé.

Quelle issue politique ?

Il est significatif que, dans les deux cas, la direction syndicale n'ait pu obtenir qu'une faible majorité : c'est un indice de la volonté de combat des travailleurs. Si la majorité de ceux-ci s'est pourtant prononcée pour la position mise en avant par les dirigeants, c'est avant tout du fait du chantage à l'emploi dont on comprend la force dans une situation où chaque jour qui passe voit augmenter le nombre de chômeurs.

Mais ce chantage ne prend toute son efficacité qu'en l'absence d'une perspective politique immédiate : celle de mettre fin au gouvernement Thatcher, de s'attaquer par là-même à la domination de la bourgeoisie impérialiste britannique comme classe.

Ce n'est pas que ce gouvernement apparaisse comme invulnérable ni que la classe ouvrière par son mouvement propre et ses luttes n'ait pas posé la question d'en finir avec lui — et ce dès les premiers jours d'existence du gouvernement Thatcher.

Rappelons à ce sujet que le gouvernement Thatcher n'est pas arrivé au pouvoir comme résultat d'une victoire politique de la bourgeoisie à l'issue d'un affrontement entre les classes. Bien au contraire, la situation qui aboutit à la mise en place de ce gouvernement a été dominée par l'activité de la classe ouvrière, disloquant la « politique des revenus » que le gouvernement du

Mais cela ne fait pas du Labour Party un parti social démocrate d'une nature politique spécifique. C'est un parti politiquement déterminé par le fait qu'il est dirigé par un appareil « passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».

La forme par laquelle est assurée son fonctionnement comme parti de collaboration de classes, c'est la prééminence, par rapport à toutes les instances du parti élues dans ces congrès, du groupe parlementaire. C'était lui seul qui désignait le « leader » (le chef de l'opposition de Sa Majesté lorsque le parti est dans l'opposition et automatiquement le Premier ministre si le parti est au gouvernement), c'est le « leader » et le groupe parlementaire qui décidaient du contenu du « manifeste » (c'est-à-dire du programme du gouvernement) et enfin les députés, une fois élus dans une circonscription « sûre », étaient pratiquement inamovibles même si leur comportement était condamné par les militants du parti.

Un appareil partiellement déstabilisé

Le pouvoir effectif dans le Labour Party se ramenait donc à une alliance entre le « leader » du parti désigné par le seul groupe parlementaire et les sommets de la bureaucratie syndicale.

C'est toute cette structure qui a été remise en cause. Le fait que le gouvernement de Callaghan, avant de céder la place à Thatcher, ait dû faire face à un déferlement de luttes ouvrières dirigées contre sa politique « sociale », le fait que cette politique soit tenue pour directement responsable du succès électoral des conservateurs, a conduit non seulement à une radicalisation des militants du Labour Party — réfraction de la mobilisation de la classe ouvrière — mais à une véritable révolte contre la direction.

Celle-ci a été canalisée par l'aile gauche de la direction et du groupe parlementaire sur le seul terrain des modifications statutaires de la démocratisation du Labour Party. Les limites de cette aile gauche (y compris de celui qui s'est imposé comme son représentant le plus avancé, Tony Benn) c'est de n'avoir jamais lié ce problème — qui était un véritable problème politique — à la lutte contre le gouvernement Thatcher et aux moyens de mener cette lutte.

La brutalité des mesures anti-ouvrières prises par le gouvernement Thatcher, sa volonté d'ignorer les représentants du mouvement ouvrier, peuvent conduire à s'interroger sur la forme concrète de la politique de collaboration de classes pratiquée par l'appareil du Labour Party dans son ensemble.

Elle se manifeste précisément dans la permanence acceptée par tous du sacro-saint respect de la légitimité des actes de ce gouvernement et dans la coopération (baptisée politique bi-partisane) avec la féroce répression menée contre le peuple irlandais en lutte pour son indépendance et son unité.

Le processus de différenciation au sein du Labour Party a culminé dans l'avant-dernier congrès (octobre 1980) par l'adoption de mesures statutaires qui menacent tout l'équilibre sur lequel il reposait jusqu'alors : le « leader » n'est plus élu par le seul groupe parlementaire, mais par un collège électoral ou sont représentés les sections du parti, les syndicats affiliés et le groupe parlementaire.

Les députés sortants seront soumis à une procédure de « réélection », c'est-à-dire qu'ils ne pourront se représenter comme candidats qu'avec l'approbation de leur section. Pratiquement, cela veut dire que de nombreux parlementaires de « l'aile droite » risquent d'être éliminés.

Ces changements marquaient un commencement de déstabilisation de l'appareil. C'est à leur suite qu'a été créé un nouveau parti, le Social-Democratic Party (SDP), présenté de toutes parts aujourd'hui comme l'« enfant prodige » de la politique anglaise.

Vers la fin du « bipartisme » ?

C'est un étrange parti que le SDP : il a un groupe parlementaire conséquent, une forte audience électorale potentielle d'après les sondages (partiellement confirmés par l'élection partielle de Crosby) et aucune organisation.

Son origine, c'est le Labour Party. Plus précisément quatre politiciens de celui-ci, qui incarnent parfaitement tout ce que les militants du Labour Party ont voulu rejeter ces dernières années : Richard Jenkins, qui fut président de la CEE, David Owen, qui soutint le chah d'Iran jusqu'à la dernière minute, William Rodgers partisan acharné de l'OTAN et Shirley Williams, tristement célèbre pour son bilan en tant que ministre de l'Éducation...

Surnommés par la classe ouvrière « la bande des quatre », ces personnages qui avaient fait leur carrière grâce au mouvement ouvrier trouvèrent le Labour Party invivable du fait de son « cours à gauche », de la place qu'y tenaient les « extrémistes » et de l'intolérable prétention de les soumettre à un contrôle quelconque.

Ils le quittèrent et s'orientèrent vers la fondation du SPD. Les limites de leur opération à ce moment se manifestèrent dans le fait qu'aucun dirigeant du Labour Party — ni Callaghan, ni Healy — ne manifesta la moindre velléité de les rejoindre. Leur démission était une expression frappante de la situation au sein du Labour Party et de la crise de son appareil.

Mais un autre facteur s'est combiné avec celui-là. La crise à tous les niveaux est aujourd'hui trop profonde en Angleterre et l'appareil trop affaibli pour que, de gaité de cœur, la bourgeoisie accepte de jouer le jeu de l'alternance. Quand les commentateurs de la presse bourgeoise expliquent que le Labour Party divisé n'est pas « crédible » comme parti de gouvernement, ils veulent dire que la bourgeoisie ne peut aujourd'hui faire confiance à l'appareil du Labour Party pour que celui-ci, par ses seuls moyens, juggle le mouvement de la classe ouvrière s'il vient au pouvoir.

Or, de toute évidence, que le cours de la lutte des classes rende nécessaires des élections anticipées ou que celles-ci aient lieu en 1984, le parti conservateur court à la défaite.

La question d'un gouvernement de coalition est posée et elle soulève celle d'un nouveau parti car le vieux parti libéral, par lui-même, dispose d'une base trop étroite pour être le pivot d'une telle opération.

Le SPD, nouveau parti bourgeois formé par des transfuges du Labour Party, n'a donc pas manqué de moyens ni d'appuis dans la presse



La « bande des quatre » (de gauche à droite : Roy Jenkins, David Owen, William Rogers et Shirley William), transfuges du Parti travailliste et fondateurs du Parti social-démocrate (SDP).

pour être lancé. Et, au fil des mois, il est devenu le refuge d'un nombre croissant de députés du Labour Party. Ils sont aujourd'hui vingt-sept à avoir rejoint le SDP (son groupe parlementaire est de vingt-huit députés puisque Shirley Williams a été élue lors d'une élection partielle).

Cette élection partielle est d'ailleurs indicative du rôle que le SDP peut jouer. Crosby est une place forte du parti conservateur depuis des décennies. Shirley Williams, avec plus de 40 % des suffrages, écrase le candidat de Thatcher et lamine en même temps l'électorat minoritaire du Labour Party. Dans cette élection partielle, le SDP s'est donc montré capable de canaliser le mécontentement de la petite bourgeoisie à l'égard du gouvernement Thatcher et également de rassembler (mais dans les conditions particulières d'un fief conservateur où son candidat apparaissait comme le seul candidat anti-Thatcher ayant des chances de l'emporter) nombre des suffrages travaillistes.

Il serait pourtant erroné d'en tirer des conclusions trop définitives. En alliance avec les libéraux, le SDP peut apparaître comme un recours pour toute une fraction de l'électorat conservateur rejeté par les conséquences de la politique de Thatcher. Il peut mordre sur les électeurs petits-bourgeois du Labour Party.

Il est incapable de modifier le rapport de la classe ouvrière au Labour Party et donc la place centrale de celui-ci.

La bureaucratie dirigeante du mouvement ouvrier en a d'ailleurs, une claire conscience. A ce stade, pas un seul dirigeant des Trade-Unions, même l'un de ceux connus pour ses positions réactionnaires, n'a même fait allusion à un soutien au SDP.

Il demeure que, sur le plan électoral, l'alliance SDP-Parti libéral peut obtenir des résultats qui en fassent parlementairement l'arbitre d'une solution gouvernementale. A l'intérieur du Labour Party, la constitution du SDP a des résultats contradictoires qu'il faut analyser en relation avec le développement de la situation au sein du Labour Party lui-même.

« Une guerre civile au sein du Labour Party »

Des journalistes ont écrit qu'au sein du Labour Party se livrait une véritable « guerre civile ». Pour eux cette guerre est avant tout un « combat des chefs » entre Healy et Benn, qui tous deux avaient été candidats au poste de dirigeant adjoint (deputy leader) du parti. En fait il

s'agit de tout autre chose que d'un affrontement de personnalités briguant une haute fonction.

Un laborieux compromis avait abouti à la désignation de Michael Foot comme successeur de Callaghan. Il était clair qu'il ne pouvait que jouer un rôle de transition. Aussi, l'attention se concentra-t-elle sur le duel pour le poste de dirigeant adjoint, d'autant plus que ce dernier allait être désigné selon le nouveau système, c'est-à-dire élu par un collège électoral représentatif des différentes composantes du Labour Party.

Healy, qui fut le bras droit de Callaghan, était le candidat de l'appareil, de Foot aux éléments les plus proches du SDP. Des pressions furent exercées pour que Benn retire sa candidature. Finalement, au congrès du Labour Party d'octobre 1981, Healy l'emporta de justesse (à peine 51 % des mandats) grâce à l'appui de certains grands syndicats et à un vote massif des parlementaires, alors que Benn disposait d'une large majorité parmi les délégués élus par les sections.

Cette étroite victoire qui ne réglait rien montrait en même temps que l'appareil se resaisissait et réagissait pour assurer plus fermement son contrôle. Dans la foulée de l'échec de Benn, l'aile gauche perdit la majorité au Comité exécutif du parti et, dans les semaines qui suivirent le congrès, des attaques de plus en plus violentes furent lancées, contre les « extrémistes » qui discréditent le Labour Party et risquent de lui faire perdre les élections, contre « l'infiltration trotskyste ».

Les choses allèrent jusqu'au point où le comité exécutif opposa son veto formel au choix d'un candidat par une section du Labour Party parce que celui-ci, dans un bulletin régional, avait souligné que le Labour Party devait recourir à des campagnes et à des moyens « extra-parlementaires » pour vaincre. Mais ce vote ne fut obtenu que par 15 voix contre 14 et a aggravé la tension dans le parti.

Enfin, dans une réunion commune des dirigeants du Labour Party et des dirigeants des principaux syndicats (réunion dont le syndicat des mineurs était absent) un « consensus » s'est établi sur le fait de demander à Benn de ne pas se présenter à nouveau en 1982 contre Healy, au nom de l'« unité du Parti » et des nécessités électorales. Mais Benn pour l'heure est resté silencieux.

Le véritable problème est posé

Le plus important c'est qu'explicitement ces manœuvres ont lieu en

relation avec l'existence du SDP. Le SDP, son attraction grandissante pour des parlementaires en difficulté dans le Labour Party, sont donc utilisés comme un moyen de chantage pour « rétablir l'ordre » et préparer une chasse aux sorcières contre les militants les plus avancés. Mais du coup, les porte-parole de la gauche qui, comme Benn, n'ont pas accepté cette « union sacrée », ne peuvent répondre sur le seul terrain de la démocratie interne. L'utilisation du chantage à l'existence du SDP s'accompagne nécessairement de la perspective d'une collaboration avec lui et c'est à cette perspective qu'il faut s'opposer.

Ainsi, Tony Benn, dans ses récentes déclarations, a été amené à lier les deux problèmes. Il a expliqué qu'il pouvait se considérer comme le « deputy leader » légitime car si l'élection se faisait aujourd'hui on ne pourrait plus comptabiliser contre lui les voix de sept parlementaires qui ont, depuis le vote, rejoint le SDP. Et il a ajouté que « la droite du Labour se prépare à former un gouvernement de coalition avec le parti social-démocrate ».

Ainsi, le véritable problème est posé : aujourd'hui le combat pour en finir avec le gouvernement Thatcher et lui substituer un gouvernement du Labour Party se lie au refus de la forme concrète de collaboration de classes que nécessitent les circonstances, la perspective de la formation d'un gouvernement de coalition.

Si les échéances parlementaires constitutionnellement prévues déterminaient la réalité politique, il faudrait se contenter de dire que le gouvernement Thatcher n'est qu'à mi-course de son existence et établir un bilan provisoire.

En fait, pendant ses deux ans et demi d'existence, la situation de l'impérialisme britannique s'est qualitativement détériorée, à tous les niveaux la crise s'est aggravée.

Malgré les obstacles dressés devant elle par sa propre direction, la classe ouvrière par son action a interdit à ce gouvernement la pleine réalisation de ses plans anti-ouvriers. Simultanément, ces obstacles ont été jusqu'à présent assez forts pour empêcher que cette résistance ne débouche dans un mouvement politique d'ensemble qui mette directement à l'ordre du jour la chute du gouvernement Thatcher.

La crise du Labour party est l'expression politique de cette situation. Au travers de cette crise ce sont les problèmes mêmes de la révolution prolétarienne qui se posent avec de plus en plus d'intensité et de netteté.

François Forgeue

les tâches du PCI

régime intérieur, de notre capacité de fournir à ces combattants dégagés par notre intervention politique une formation marxiste adaptée, en rupture avec celle de l'ancien GER, mais sur les mêmes bases de fidélité, de principe, du marxisme.

Inéluctablement, la marche à la crise révolutionnaire, la crise révolutionnaire amèneront comme une de leurs conséquences des différenciations, des ruptures à l'intérieur des organisations traditionnelles, des tendances ou des courants. La construction du parti révolutionnaire dirigeant les masses dépendra de notre capacité à les intégrer à la construction de ce parti. Quels seront les moyens et les formes qu'il nous faudra utiliser pour y parvenir ?

La stratégie de la LOR

Ce serait une faute de croire que la proclamation du PCI signifierait que nous devons abandonner la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Au XIV^e Congrès de l'OCI, tirant le bilan complet de la bataille que nous avons menée pour la construction du parti révolutionnaire depuis que Trotsky nous appelait à entrer dans la SFIO, nous avons en fonction même des enseignements de nos échecs, de nos difficultés, tiré la conclusion que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire relevait également de la transition. Et c'est à partir de là que nous avons dégagé la stratégie de la LOR. En quoi consistait cette stratégie ? Elle consistait à ouvrir l'alternative : ou nous sommes capables, avant la crise révolutionnaire, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui, dans la crise révolutionnaire, par notre intervention politique adaptée en relation avec la situation, se construira et construira le parti révolutionnaire dirigeant la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Ou nous ne sommes pas capables de le faire et nous serons amenés à entrer dans les grandes organisations traditionnelles parce que, quelles que soient les conditions, même si les conditions sont modifiées, dans la mesure où les masses arrivent dans une crise révolutionnaire avec leurs illusions, elles affluent directement ou indirectement vers les grandes organisations traditionnelles et, en France, elles afflueront massivement dans les syndicats.

Nous devons comprendre que cette alternative, nous devons la laisser ouverte. Nous disons : la solution la plus favorable c'est la construction du parti révolutionnaire dirigeant à travers la proclamation du PCI ; c'est la perspective la plus favorable.

Mais il faut comprendre que cette perspective exige que nous soyons capables de créer un rapport de forces militant, que nous avons en partie créé, mais insuffisamment, rapport dans lequel les grands courants qui se détacheront des organisations commencent déjà à se détacher, se constituer sous nos yeux, l'opposition fizbiniste et les oppositions cégétistes, qui, quelle que soit l'orientation de leurs dirigeants, représentent des courants progressistes. Il faut le comprendre.

Pour conduire ce que représenteront ces courants qui peuvent se diriger sur le Parti ouvrier révolutionnaire que nous allons constituer il faut admettre que nous ne sommes pas suffisamment organisés. Nous n'avons pas suffisamment recruté.

La raison essentielle en est que nous n'avons pas assimilé vraiment jusqu'au bout ce que signifie la solution de la crise de l'humanité, la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Il ne faut pas abandonner la stratégie de construction du Parti ouvrier révolutionnaire sur la ligne de la LOR parce qu'alors nous tomberions dans l'ultimatum. Nous dresserions le parti contre la classe, contre la lutte de classe, contre ce qui se dégagera de la lutte de classe.

Ce serait donc une faute de croire que la proclamation du PCI signifie que nous devons abandonner la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Le passage au PCI de groupes de militants des organisations officielles est encore à venir. Ces courants qui tendent à se

constituer dans le mouvement ouvrier officiel ne se dirigent pas encore vers le PCI.

La proclamation du Parti communiste internationaliste doit donc consister à intégrer la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Mais proclamer le PCI, c'est avant tout construire le PCI. En construisant le PCI, cela doit nous donner les possibilités les plus importantes de gagner non seulement des militants, mais des couches et des couches de militants de ces organisations officielles au nouveau parti révolutionnaire. Elle doit nous donner la possibilité de rapprocher sérieusement de nous des fractions importantes de militants qui militent dans les organisations officielles et qui ne vont pas encore jusqu'à la rupture.

Un pôle d'attraction pour la construction du Parti révolutionnaire

La proclamation du PCI, sa véritable construction, comme nouveau parti ouvrier révolutionnaire, doit donc devenir un pôle d'attraction pour la construction du parti révolutionnaire dirigeant la révolution prolétarienne, pour sa victoire.

Le passage à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire ne s'effectuera pas sans que toutes les forces hostiles au bolchevisme concentrent tous leurs coups contre le PCI. Tout pas en avant dans la construction du parti révolutionnaire sera toujours payé par un déchaînement acharné de toutes les forces politiques de la bourgeoisie, de la social-démocratie, du stalinisme, contre les constructeurs du parti révolutionnaire.

Certains camarades, qui ont la nostalgie du groupe, accueillent avec méfiance le pas en avant que nous devons faire, que les événements, l'histoire, nous commandent de faire. Il suffit d'ailleurs de comprendre la discussion qui a eu lieu dans les bulletins intérieurs, où, à quelques articles près, nous avons eu dans la discussion préparatoire à ce congrès tout le passé : ce que nous sommes encore, pas ce que nous devons devenir.

Et il est évident que cette discussion, telle qu'elle a été menée appelle une caractérisation : un congrès, c'est une bataille, comme un meeting, c'est une bataille, comme une manifestation est une bataille. Ces batailles doivent être organisées. Un congrès doit être organisé. C'est une bataille, c'est un combat politique, qui doit être animé par la direction.

Ce qui nous ouvre de larges possibilités de construire le nouveau parti ouvrier révolutionnaire réside dans le fait que toutes les forces se réclamant du trotskysme doivent aujourd'hui situer leur action dans une situation qui rend extraordinairement difficile toute équivoque.

Sur la montée révolutionnaire à l'échelle internationale telle qu'elle s'exprime en Pologne et en France, et notre propre action, la LCR oscille sans arrêt. Les bulletins intérieurs de la LCR qui nous ont été transmis pour son congrès montrent que les rapports politiques reprennent des extraits edulcorés de nos propres rapports politiques. Rouge oscille.

Notre progression

L'OCI unifiée s'est construite comme une organisation se développant à partir d'un groupe. Comme nous l'avons dit, la proclamation de l'OCI en 1965 a été une anticipation de cette organisation. Mais nous pouvions réaliser cette anticipation. Nous étions 330 en 1965 et nous étions 660 en 1969. C'est-à-dire qu'en proclamant l'OCI nous pouvions continuer à maintenir des relations de groupe, parce que diriger 660 militants ne pose pas qualitativement des règles de direction différentes de celles nécessaires pour en diriger 330. A partir de 1969, nous avons délibérément coupé ces liens de groupe et nous sommes arrivés à constituer l'OCI.

Nous avons progressé, et à partir de 1969, nous avons commencé à édifier des relations d'organisation. Néan-

moins il faut comprendre que ces relations d'organisation restent encore aujourd'hui marquées par les méthodes du groupe. Et là il faut comprendre que le problème de la direction est posé dans toute son ampleur.

En 1936, nous étions dans la situation où il était impossible pour nous de construire un parti révolutionnaire. Pour une double raison : exilés dans notre propre classe, et par le caractère qu'a pris cette montée révolutionnaire du prolétariat français qui renforçait de manière incommensurable le stalinisme, d'autre part par l'extermination de l'Opposition de gauche, de tous les vieux bolcheviks. Le fil de la continuité était réduit à Trotsky, combattant pour mûrir la jeune génération d'une méthode pour la révolution, sans pouvoir s'appuyer sur un parti véritable.

Pendant la guerre, nous avons constitué le PCI. Le PCI à la sortie de la guerre était fort d'un millier de militants. Il était parfaitement correct, en 1944, de proclamer le PCI. Nous avons combattu dans la Deuxième Guerre impérialiste. Nous avons combattu dans la crise révolutionnaire, nous avons les éléments pour construire ce nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

La jeunesse et l'inexpérience de ceux qui en ont constitué alors la direction ont amené à ce que, dans les années qui ont suivi, tout ce capital qui avait été accumulé a été balayé par les erreurs et par la principale d'entre elles, à savoir que nous n'avions pas compris la loi de toute révolution : à la première étape la mobilisation des masses passe par les grandes organisations ; le PCI s'est cassé sur le mur de ses propres illusions.

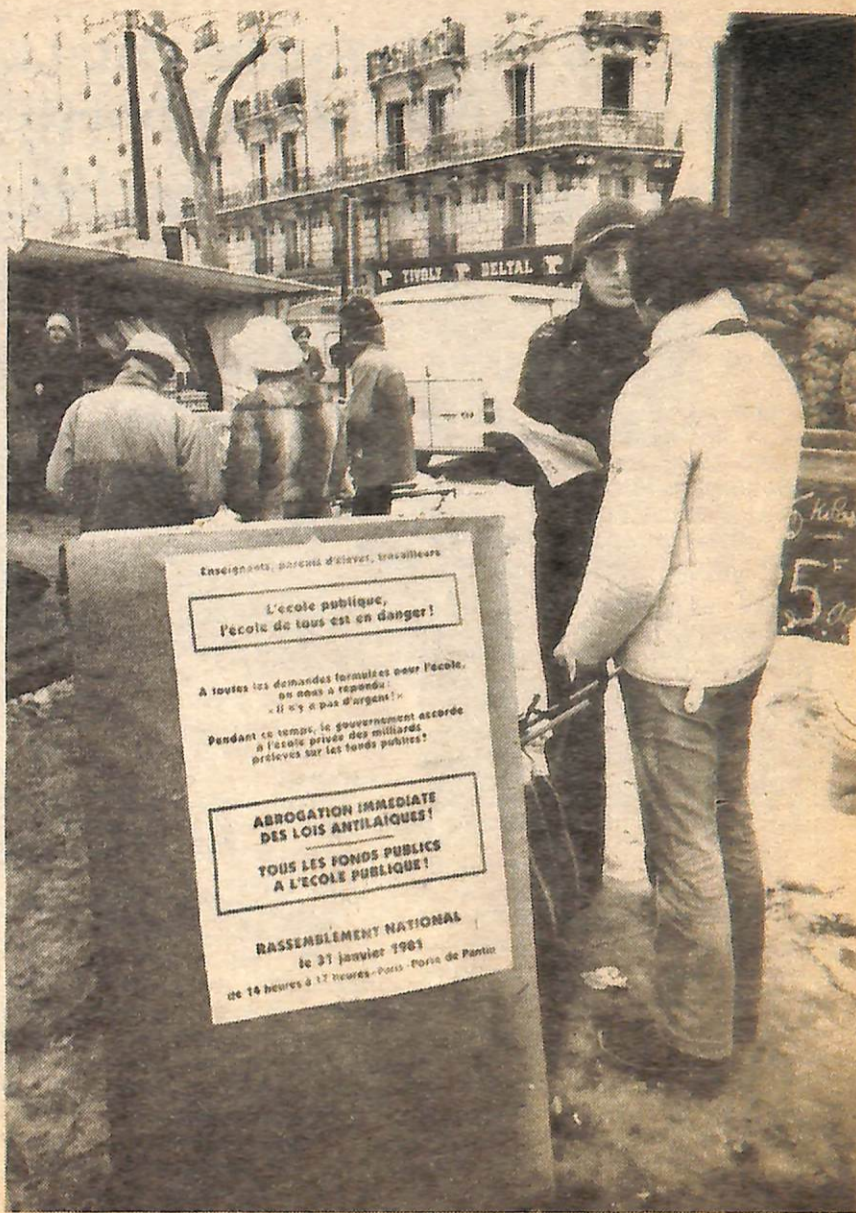
Il y a eu le pablisme. Le pablisme a été un très grand coup. Nous l'avons expliqué à différentes reprises, ce qu'a pu représenter la crise pablisme au moment où l'insurrection de Berlin-Est a éclaté, il n'y avait plus d'Internationale, plus de centre international. Ce n'était pas le nombre qui comptait. Ce qui a compté c'était l'absence totale de dimension internationale face à cette première manifestation de la révolution politique. Nous avons eu à tenir compte de ce que représentaient nos propres erreurs, nos propres difficultés, et en même temps cette crise de l'Internationale ne nous permettait pas de les surmonter dans un cadre centralisé, organisé. En 1958, nous avons commencé à retisser les liens avec les méthodes du bolchevisme.

Aujourd'hui, la proclamation du PCI, c'est aussi une anticipation. Cette anticipation a une base réelle, le nombre, l'expérience politique accumulée. Les analyses, l'assimilation toujours plus approfondie du bolchevisme, du marxisme et des conditions d'intervention dans la lutte de classe. Ce sont là des acquis. Mais sur le terrain de la direction, ce n'est pas acquis. Et si ce n'est pas acquis sur le terrain de la direction, cette anticipation deviendrait une catastrophe. Sans une direction capable d'être une direction unifiée, capable de diriger l'intervention dans les formes les plus variées, sur un plan unifié, le PCI se casserait.

Certes, si nous regardons le chiffre de nos effectifs en soi, jamais Trotsky n'aurait pu rêver en France d'une organisation d'une telle puissance. Mais nous ne pouvons pas nous en contenter. L'unification avec la LCI a démontré qu'elle était vraiment réelle. Les cadres et les militants de la LCI se sont totalement intégrés dans l'OCI et l'OCI a intégré l'expérience de la LCI. Cette organisation unifiée est devenue un acquis très important.

Revenons sur notre progression. De septembre 1980 à avril 1981, nous stagnons. A partir d'avril 1981, sur la base de cette montée générale que représentait la montée des élections, nous assurons une progression. En octobre 1981, nous baissions. En novembre, nous avançons : + 301. La tendance qui était celle que nous avons connue de septembre 1980 à octobre 1981 commence à s'inverser. Il y a progression en novembre et décembre.

Les chiffres permettent de proclamer le PCI mais ils ne permettent pas de dire que nous construirons le nouveau parti ouvrier révolutionnaire, cela ne se



Dimanche 17 janvier, sur un marché de la région parisienne : les militants du PCI préparent le rassemblement national du 31 janvier pour l'abrogation immédiate des lois antilaisques.

pourra que si la direction est capable d'impulser, de centraliser, d'unifier, de réaliser les conditions du nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

La disponibilité des camarades, nous l'avons vu dans les mobilisations que nous opérons, est extraordinaire. Mais une direction insuffisamment centralisée, insuffisamment ordonnée, qui n'assume pas, collectivement et individuellement, l'unification du travail d'organisation, ne fournit pas d'homogénéité aux multiples initiatives que les militants réalisent.

Des relations de Parti

Ce problème doit être résolu. L'étape dans laquelle nous entrons, la proclamation du PCI, exige que soient édifiées immédiatement des relations de parti, à partir de la direction essentiellement et jusqu'aux cellules. Nous n'avons pas de recul. Il nous faut démontrer à la classe ouvrière et à la jeunesse notre valeur, la valeur de nos mots d'ordre, la valeur de notre intervention politique. C'est à nous de le démontrer. Ce n'est pas la classe ouvrière qui à cette étape viendra à nous. C'est nous qui irons chercher la classe ouvrière, pour qu'elle vienne à nous à une autre étape.

Toute la vie de l'OCI doit être radicalement changée. Cela exige que chaque membre du comité central soit capable pas seulement d'initiatives, cela est déjà un fait et un acquis : tous les dirigeants et militants de l'OCI sont capables d'initiatives. Mais il faut plus. Il faut élaborer individuellement pour que l'élaboration politique du comité central devienne collective. Il n'y a pas la possibilité de réaliser une élaboration collective s'il n'y a pas d'élaboration individuelle qui donne substance à cette élaboration collective, élaboration collective qui permet en retour l'élaboration individuelle.

L'acquisition d'une réelle indépendance politique indispensable pour assurer une réelle unité de direction, garantissant l'unité des tâches particulières d'intervention, voilà ce que nous devons conquérir définitivement pour que soit dirigé le PCI. C'est là le tournant radical qui doit s'opérer. Il n'y a pas de miracle à espérer. Toutes les conditions objectives sont réunies pour proclamer le PCI. Toute notre activité pendant ces dernières années a réuni les

conditions subjectives pour proclamer le PCI. Toutes les conditions subjectives, y compris dans une certaine mesure au niveau de la direction.

Mais il faut réaliser aujourd'hui toutes les mesures qui vont faire du prochain comité central la direction du PCI. Notre activité ne peut plus être limitée par ce qui reste de l'héritage du groupe. Il faut extirper le groupe de notre conscience. L'étape du groupe était inévitable, elle est dépassée. Il faut en finir avec tous les héritages du groupe. La proclamation du PCI ne doit pas nous amener à une position ultimatisante qui découlerait de ce que nous nous considérions déjà comme le parti révolutionnaire dirigeant. C'est seulement en étant arc-boutés sur la stratégie de la construction du parti révolutionnaire, que nous avons élaborée avec la stratégie de la LOR, que nous pourrions construire le parti ouvrier révolutionnaire dirigeant.

La marche des événements se présente de telle façon que nous pourrions aborder la crise révolutionnaire avec une organisation qui a toutes les possibilités de construire le nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Dans le cours de la lutte des classes, les tendances que nous avons analysées dans les rapports présentés au XXVI^e Congrès accusent d'ores et déjà les traits suffisants pour que, sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie, le comité central mette en chantier dans des délais rapides le programme d'action du PCI.

En conséquence, considérant l'ensemble de cette situation, le PCI se fixe pour tâches essentielles, pour l'immédiat :

- de développer ses initiatives politiques dans la lutte des classes pour aider la classe ouvrière et la jeunesse à préparer les conditions les plus favorables pour affronter les événements révolutionnaires qui viennent.
- de propager dans la classe ouvrière et la jeunesse les leçons irremplaçables qui se dégagent de la marche de la révolution politique en Pologne.
- de renforcer, recruter, centraliser, organiser le nouveau parti ouvrier révolutionnaire.
- d'investir toutes ses forces pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en prenant toutes les initiatives afférentes sur la ligne d'un combat implacable contre les déviations par rapport au marxisme exprimé par le Programme de transition, contre toutes les formes de liquidationnisme.

FRANCE : 26 - 30 DECEMBRE 1981, LE XXVI^e CONGRES DE L'OCI PROCLAME LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Les tâches internationalistes du PCI

Le XXVI^e Congrès de l'OCI unifiée fait siennes les résolutions et déclarations adoptées par la réunion internationale constitutive de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». En conséquence, le PCI engagera toutes ses forces dans la préparation de la conférence mondiale de juillet 1982 dont le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale a été ainsi précisé :

« IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) poursuivra le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans la continuité du combat pour la défense du trotskysme, contre le révisionisme, contre le pablisme (1950-1953), et la constitution du Comité international de la IV^e Internationale (1953), combat qui s'est poursuivi contre la réunification sans principes de 1963 pour aboutir à la constitution du Comité paritaire et de IV^e Internationale (Comité international) consigné dans des acquis.

Une nouvelle étape s'ouvre avec la constitution de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction). Toute la situation mondiale, la montée internationale du prolétariat engagé dans des actions révolutionnaires d'une ampleur historique, particulièrement en Pologne, introduisent des éléments des plus importants de crise dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier mondial (stalinienne et social-démocrates)

IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) poursuivra son activité théorique, politique et pratique sur la base du Programme de transition : IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), dans la continuité du combat engagé depuis 1953, s'adressera à toutes les tendances et courants qui se dégagent du stalinisme et de la social-démocratie pour les inviter, dans le cadre des principes de la démocratie ouvrière, à œuvrer pour la construction de la véritable Internationale ouvrière.

IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) proposera à la conférence mondiale des organisations ayant constitué « IV^e Internationale (Comité international) » la tenue d'une réunion internationale ouverte à tous courants, tendances, en rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, pour que soient discutées les bases de la construction d'une véritable Internationale révolutionnaire. Pour sa part, IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) participera à cette réunion internationale ouverte, sur la base de son programme. »

L'axe de la défense de la révolution politique

La déclaration adoptée par IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) sur la révolution politique en Pologne donne l'axe de l'agitation que le PCI développera pour la défense de la révolution politique en Pologne, partie intégrante du combat pour la construction du parti révolutionnaire en France.

Notre intervention sur la ligne des mots d'ordre qui expriment l'indépendance de classe :

- Vive la grève générale des travailleurs polonais,
- Retrait des troupes du pacte de Varsovie,
- Défense du syndicat indépendant,
- Libération de tous les emprisonnés politiques,
- Le pouvoir des travailleurs n'est pas le pouvoir du POUP,

a déjà permis de déjouer les manœuvres de la CFDT et de l'Eglise en soutien à l'appareil stalinien, et d'exprimer, par ses initiatives politiques, contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique (manifestation de l'OCI unifiée devant l'ambassade d'URSS).

Le développement de l'OCI qui aboutit aujourd'hui à la proclamation du PCI a, à chaque étape, intégré la dimension du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme élément direct de sa propre construction. La résolution sur l'action internationale du XXVI^e Congrès de l'OCI unifiée décide d'engager ses forces pour aider les regroupements qui s'opéraient pour la défense des syndicats libres et indépendants. Signalons que la Conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est s'est tenue peu de temps avant que n'éclate la grève générale d'août 1980 et s'est inscrite comme un élément nourrissant le mouvement de la révolution politique en Pologne. La tenue de la 2^e Conférence européenne quelques jours après que n'éclate la déclaration de guerre de Jaruzelski, a permis de donner toute sa dimension au combat de l'OCI unifiée en défense de la révolution politique et du syndicat indépendant Solidarité.

Le PCI mettra au centre le combat pour la défense du mouvement ouvrier indépendant en Pologne. Ce qui se traduit aujourd'hui par la poursuite de l'activité déjà engagée pour la libération de tous les emprisonnés, la levée de l'état de guerre et la défense des syndicats indépendant.



Paris, dimanche 13 décembre 1981, 11 heures : l'OCI unifiée appelle au rassemblement devant l'ambassade de Pologne.

La résolution du XXIV^e Congrès déclare : « Les traditions de solidarité internationaliste ont été à la base même de la constitution du mouvement ouvrier. Elles étaient au centre des combats de la I^e Internationale et s'intègrent comme une composante indispensable du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais il y a plus : aujourd'hui, le combat pour défendre le droit pour la classe ouvrière de s'organiser librement dans ses syndicats indépendants des Etats et des gouvernements recoupe de façon immédiate et directe les questions les plus fondamentales du combat contre l'impérialisme et le stalinisme et pour la construction des partis révolutionnaires. »

Dans le cadre de l'ensemble de son activité internationale, le PCI assumera pleinement les engagements pris pour la constitution et le renforcement de noyaux trotskystes en Europe de l'Est et en URSS. Il apportera toute l'aide nécessaire à la défense du PSPP, de ses militants et de son activité, et de tous les partis que les travailleurs ont constitués contre le monopole du POUP.

Il contribuera au développement de la reconstruction de la IV^e Internationale à travers la publication du « Bulletin d'information et de discussion » permettant notamment un échange avec les militants combattant dans les pays d'Europe de l'Est et de l'URSS.

Les responsabilités du PCI dans la reconstruction de la IV^e Internationale

Les tâches de solidarité internationaliste qui ont toujours été, face à l'impérialisme et à la bureaucratie, un élément essentiel de l'activité

de l'OCI (campagne pour le Salvador, campagne pour la libération des emprisonnés en Argentine, défense des prisonniers républicains irlandais), seront continuées et amplifiées par le PCI.

Le PCI accordera une attention toute particulière à la lutte contre la répression exercée par l'impérialisme français dans les pays qui restent sous sa domination (Antilles, Nouvelle-Calédonie).

Le PCI, comme le dit la résolution du comité central de l'OCI se prononçant pour la proclamation du PCI, combattra inconditionnellement pour le droit à disposer d'eux-mêmes des peuples opprimés directement ou indirectement par l'impérialisme français, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique.

Les pas en avant accomplis dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale ne diminuent en rien les responsabilités que le PCI doit tenir et tiendra dans la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais ils lui permettront de faire face à ses tâches spécifiques.

La résolution du XXIV^e Congrès de l'OCI unifiée souligne que : « Les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale imposent à l'OCI unifiée en France (et à l'OCI unifiée de demain) des tâches spécifiques de construction au sein de l'immigration étrangère en France ; partie intégrante du prolétariat français, permettant de dégager des cadres trotskystes pour contribuer à la construction de sections trotskystes. » Les mesures prises par le XXVI^e Congrès assurent l'intégration pleine et entière du travail en direction de l'émigration ouvrière et étudiante dans la construction du parti révolutionnaire en France.

Mais il demeure des tâches spécifiques « permettant de dégager des cadres trotskystes pour contribuer à la construction de sections trotskystes ». Ce doit être là l'activité d'une véritable commission internationale du PCI, intégrant à la construction du parti révolutionnaire les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale.

Le PCI doit fournir aux militants de différents pays militant dans ses rangs les moyens politiques d'élaborer par rapport à la situation dans leur pays, préparer leur participation à la construction d'organisations trotskystes dans leur pays (groupes de travail nationaux, sessions de formation politique, cercles d'études marxistes), centralisées, sous le contrôle du comité central, par la commission internationale du PCI. De même, en ce qui concerne le renforcement d'organisations trotskystes existantes, ce

travail sera accompli sous la direction du secrétariat international (provisoire) de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction).

A la suite du congrès de fondation de l'AIE, le I^{er} Congrès devait se tenir à Varsovie en décembre 1981, avec le NZS. Les événements intervenus en Pologne rendent impossible la tenue de ce congrès.

Le secrétariat international de l'AIE s'est réuni et a pris les décisions suivantes :

- a) Campagne internationale des associations membres de l'AIE pour la libération des étudiants.
- b) 12 janvier 1982 : initiatives dans tous les pays, le même jour, en direction des ambassades, consulats de Pologne (manifestations, délégations, etc.).
- c) Début février : secrétariat élargi à la veille du congrès de l'UNEF indépendante et démocratique.
- d) En juin 1982, congrès de l'AIE.

L'axe de ce congrès se fera autour de la défense du NZS, la défense de ses dirigeants, de ses militants, c'est-à-dire un congrès sous la forme syndicale de soutien et de défense des étudiants polonais, et plus largement de la classe ouvrière polonaise.

Le PCI mettra tout en œuvre pour le succès de ces initiatives. Il s'agit d'appuyer ces initiatives, non seulement d'engager le combat dans les organisations membres de l'AIE, mais aussi bien évidemment dans les associations membres de l'UIE et aussi dans celles qui ne sont membres d'aucune association internationale.

Tribune internationale - La Vérité n'est pas un bulletin intérieur. C'est le journal de combat politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'« organisateur collectif » de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), le principal vecteur de la préparation de la Conférence mondiale.

L'engagement du PCI dans la préparation de la Conférence mondiale, c'est tout d'abord la prise en charge de la diffusion militante de Tribune internationale comme moyen de sa propre construction et d'animation dans la vie politique du PCI.

L'ensemble de ces tâches internationalistes ont impliqué et impliqueront plus encore un effort financier considérable du PCI, qu'il est du devoir du PCI, section française de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), d'assumer.



Paris, le 28 novembre 1981 : le cortège de l'OCI dans la manifestation contre l'intervention de l'impérialisme américain au Salvador et en Amérique centrale.

ESPAGNE

Contre la monarchie et la menace putschiste : alliance ouvrière !



Le ministre de la Défense, Alberto Oliart, salue le chef national de la Phalange espagnole, Raimundo Fernandez Cuesta, présent aux réunions officielles du quartier général de l'armée.

Durant le mois de décembre se sont tenues, à grands renforts de publicité, des rencontres publiques presse-forces armées, destinées — selon leurs organisateurs — à supprimer le « syndrome du message » (qui consiste à rendre les journalistes responsables de « mauvaises nouvelles sur l'armée »), par les chefs et officiers de celle-ci. Mais personne n'a été dupe : la comédie jouée par les officiers supérieurs et quelques journalistes était destinée à rayer de la mémoire historique les événements de caractère putschiste évident qui font que la majorité de la population place un signe égal entre l'armée dans son ensemble et la volonté d'un retour au passé. Attitude qualifiée d'« irrationnelle et d'absurde ». Les rencontres presse-forces armées sont un beau travail de falsification !

MAIS un mois à peine après ces rencontres est célébrée la « pâque militaire », tradition instituée par Charles IV et qui fête cette année ses 200 ans d'existence. L'événement a monopolisé toute l'attention politique. Dans son discours, le ministre de la Défense, Monsieur Oliart, a appelé à « l'unité sous le commandement suprême du roi ».

Devant les hauts commandants du Quartier général, le ministre a ostensiblement salué le chef national de la phalange espagnole, Raimundo Fernandez Cuesta. Information donnée par le communiqué officiel de la réunion des trois armées, puisque les journalistes dûment accrédités n'ont pas pu franchir la porte du Quartier général de l'armée.

Les « pronunciamientos » militaires

Selon les commentaires, le fait le plus significatif de la réunion officielle, outre que la presse n'a pas été autorisée à y participer, a été le discours du lieutenant général Gabeiras, chef de l'état-major de l'armée, qui, depuis, a été mis à la retraite ainsi que les trois autres membres de l'état-major, discours qui a subi de nombreuses modifications et réductions et dont les 12 feuillets initiaux se sont trouvés réduits à neuf pages rédigés sur un « ton très personnel » causant une « impression défavorable » là où il a été fait référence aux militaires « qui font tant de mal à l'Institution ». Le centre du discours du général Gabeiras est concentré dans ses références à « l'honneur », à « l'honneur franquiste ».

« Honneur discrédité que celui qui est invoqué en utilisant le mensonge, la falsification et la calomnie. Quelle discipline suivent-ils, ceux-là qui oublient la définition qu'en a donné le généralissime Franco, qui en outre, dans son tes-

tament, a demandé que soient observées envers Sa Majesté le roi la même fidélité et la même obéissance qu'envers lui. »

Il ne pouvait en être autrement. Le lendemain, au palais royal, devant l'armée, le gouvernement, la police, la garde civile et les représentants des tribunaux, le roi a parlé en termes sévères de ceux qui veulent « intoxiquer et désorienter les forces armées » en se référant « au coup d'Etat avorté du 23 février dernier ».

Les héritiers du franquisme invoquent « l'unité de commandement » pour faire face au processus pré-révolutionnaire qui combine la dislocation et la putréfaction de l'appareil d'Etat au mouvement ouvrier et des masses.

Depuis le 23 février, chaque mois au moins deux dates confidentielles circulent dans les rédactions des journaux, dans les cercles et dans les milieux bien informés, qui, en liaison avec le nom de tel ou tel général, soulignent la permanence de la menace putschiste.

Il n'est pas nécessaire de lire entre les lignes (ce qui est tellement habituel dans les pays où la liberté d'expression est poursuivie) pour comprendre que la menace putschiste existe vraiment.

Unité nationale : l'accord national sur l'emploi (ANE) et la loi organique d'harmonisation du processus d'autonomie (LOAPA)

La brèche ouverte le 23 février non seulement ne s'est pas refermée mais est plus béante que jamais. A ce moment, des secteurs de l'armée et du grand capital, ainsi que la monarchie, ont craint l'affrontement immédiat avec la classe ouvrière. Ils ont seulement décidé de reporter l'affrontement direct, en renforçant le rôle de la monarchie.

Et c'est le monarque qui a dicté aux dirigeants de l'UCD, du PSOE, du PCE, de l'AP, les grandes lignes que ce qu'on a fini par appeler « la politique de concertation » sur des « grandes questions d'Etat ». C'est-à-dire : la politique d'« unité nationale » dont la monarchie a besoin pour se maintenir. Après toute une année, rien n'est réglé. Preuve en est qu'il y a quelques mois, à Saragosse, Juan Carlos a commencé publiquement de tenter d'enrayer la crise irréversible du conglomérat franquiste de l'UCD dans le gouvernement, en faisant allusion « aux politiciens qui ne cherchent qu'à se raccrocher au maintien de leur poste ».

Immédiatement, le roi mis en place par Franco a parlé, devant un rassemblement de masse, des « pouvoirs limités que lui confère la Constitution ». Depuis 1976, la monarchie s'appuie de plus en plus sur la politique de collaboration de classes des dirigeants du PSOE et du PCE, en tant que forces qui sont prêtes et capables de contenir le mouvement des masses.

Durant ces six années, le PCE a payé politiquement et électoralement sa cynique politique de défense de la monarchie par une suite d'échecs électoraux et par la perte massive de militants et la scission de nombreux courants « euro-rénovateurs », « Afghans » (ou pro-soviétiques), ce qui a abouti à l'explosion du PCE en Euskadi et en Catalogne où le problème national est posé avec acuité.

Malgré sa crise, l'appareil du PCE a continué à mener une bataille acharnée contre la classe ouvrière et ses propres militants. Mais c'est autour de la direction du PSOE que la monarchie a tenté d'établir la « paix sociale » qui ne pouvait se réaliser que par le biais de la subordination des syndicats ouvriers à l'Etat et de l'expulsion des masses de leur propre terrain politique. Ce n'est pas un hasard mais parce que le PSOE, seul parti à influence de masse, a mis toutes ses forces au service du maintien de la monarchie.

Depuis la manifestation d'unité nationale du 27 février en défense de la Constitution et de la monarchie, la classe ouvrière et les masses ont subi des coups sévères qui ont entraîné la confusion et la démoralisation.

L'ANE et la LOAPA, résultats pourris de la politique d'union nationale qui unit les dirigeants du PSOE et du PCE à la bourgeoisie et à la monarchie, sont dressés comme de puissants obstacles contre l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.

L'accord national sur l'emploi

Début juin, les dirigeants syndicaux des Commissions ouvrières et de l'UGT, ainsi que le syndicat des patrons, la CEDE et le gouvernement signent ce qu'on appelle l'accord national sur l'emploi qui, combiné aux nombreux plans de restructuration et de reconversion industrielle, complète les clauses du « Pacte social », ce qui suppose la réduction draconienne des salaires et l'aggravation de l'attaque contre les conditions de vie et de travail : « normaliser » les travailleurs pour imposer la prétendue « rationalisation » de l'économie qui implique le chômage massif, la déqualification, la mobilité et le démantèlement de la sidérurgie, du textile et de l'industrie navale...

Les prochaines négociations collectives mettront l'ANE à l'épreuve.

Le 18 décembre, les dirigeants des Commissions ouvrières et de l'UGT ont échoué dans leur « journée » de défense de l'ANE.

Depuis le pacte de la Moncloa de 1978, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a diminué de façon alarmante et l'armée des sans-emplois a atteint le chiffre de deux millions.

En juin, la LOAPA (Loi organique d'harmonisation du processus d'autonomie) est signée. Cet accord-projet de loi entre le gouvernement et le PSOE, contre le droit des peuples à décider par eux-mêmes, tente y compris de liquider des aspects des statuts d'autonomie que la monarchie avait concédés aux moments de montée du mouvement nationaliste basque et catalan de 1976-1978. La LOAPA a été rejetée par les prétendus « Parlements basques et catalans » à l'initiative des partis bourgeois (PNV : Parti nationaliste basque et CIU : Convergence et Union) qui dénoncent cet accord comme « anti-constitutionnel ».

Mais au moment de son application, des secteurs du PSOE et de l'UCD elle-même ont rompu leurs accords aux Cortes au moment de négocier le Statut de Valence, sur des thèmes clés comme celui du nom, du drapeau et de la langue.

Les deux accords, l'ANE et la LOAPA, représentent la tentative la plus importante de blocage du mouvement politique de la classe ouvrière et des peuples pour balayer les institutions franquistes et la monarchie, pilier et symbole de la vieille Espagne cléricale et réactionnaire.

En finir avec l'offensive putschiste et patronale

Les masses populaires d'Espagne haïssent le franquisme et son rejeton monarchique. Au travers de leur mouvement propre et par leurs propres méthodes — que la politique d'« unité nationale » bloque et embrouille — elles aspirent à résoudre les problèmes posés par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'oppression nationale.

Dans une récente déclaration du comité central du POSI intitulée : « En finir avec l'offensive putschiste et patronale », il est dit : « Nous vivons des moments lourds de graves menaces pour la classe ouvrière et les masses populaires frappées quotidiennement par le terrorisme putschiste et patronal retranché dans les institutions du franquisme en décomposition. »

Et comme le dit la fameuse phrase de Trotsky aux rédacteurs de *La Vérité* : « La vérité est nécessaire aux ouvriers en tant qu'instrument d'action révolutionnaire. » L'actuelle situation de profonde division et de désorientation du mouvement ouvrier est un bouillon de culture pour tous les courants petits-bourgeois pour lesquels « la situation politique démontre que la classe ouvrière n'a pas la force nécessaire pour en finir avec le franquisme et se voit obligée d'accepter la monarchie comme un moindre mal ».

Les faits de la vie quotidienne viennent une fois de plus les démentir : si la bourgeoisie lance une terrible offensive dirigée par les institutions du régime, c'est parce qu'elle a besoin, pour se maintenir, de réduire la classe ouvrière, de liquider sa force et sa capacité. C'est la preuve palpable de l'incompatibilité manifeste entre la monarchie et la démocratie, c'est l'expression de la volonté de l'appareil d'Etat, de la bourgeoisie, de l'Eglise de faire

reculer les travailleurs, les peuples, la jeunesse, de détruire les libertés, les organisations ouvrières, partis, syndicats...

Toutes les mesures de répression et de terreur contre le mouvement des masses amènent les masses à défendre la démocratie en dehors du cadre des institutions de conciliation.

Ainsi, on comprend la décision prise par les représentants du mouvement nationaliste basque, représenté par « Herri Batasuna » de « se retirer des institutions des "fueros" de Navarre devant l'impossibilité pratique d'utiliser les institutions comme forum de dénonciation et pour obtenir des améliorations pour les classes populaires ». Des centaines de prisonniers nationalistes basques et catalans sont toujours emprisonnés.

La clé de la situation politique

Durant toute une année, la menace putschiste n'a pu s'appuyer que sur la politique d'« unité nationale » menée par les dirigeants du PSOE et du PCE, visant à contenir le mouvement des masses et ses revendications dans les limites précises de la défense de la monarchie et de son Etat, et qui a provoqué des reculs dans le mouvement des masses.

Par la botte militaire, en invoquant la Constitution, en promettant des élections anticipées ou le déroulement « normal » (sic) des élections en 1983, le gouvernement de la monarchie tente de détruire, avec le soutien des dirigeants du PSOE et du PCE, toute perspective politique indépendante des masses. La monarchie, avec sa demande d'entrée dans l'OTAN et dans le Marché commun européen, affirme son rôle impérialiste de troisième rang, pion de l'impérialisme américain.

A l'inverse, la résistance politique des masses qui, s'accrochant aux libertés conquises, luttent pour la défense du poste de travail, pour l'emploi pour les chômeurs, comme dans les grandes grèves d'Echeverria, de John Deere, de H. Olivetti, ou les mouvements des paysans sans terre et sans travail, représentent la forme du regroupement du mouvement des masses.

Toute la situation politique se concentre dans l'incompatibilité entre monarchie et démocratie. La clé de la situation politique pour les masses est la résistance, l'unité, l'alliance de la classe ouvrière contre le gouvernement, la lutte contre les ennemis de la liberté et de la démocratie.

Le POSI, en combattant pour l'alliance ouvrière contre le putschisme, affirme sa volonté d'aider les travailleurs et les peuples à en finir avec la monarchie, à instaurer la République.

Le processus de la liquidation des institutions franquistes pose la question du remplacement des Cortes et des Parlements octroyés de la monarchie par des élections à de véritables Cortes constituantes qui garantissent le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes. L'affrontement sera inévitable.

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou bien le franquisme en décomposition en finit avec les libertés démocratiques en désorganisant la classe ouvrière, ou bien la classe ouvrière en finit avec la monarchie en ouvrant une issue révolutionnaire.

GRECE : LA MAJORITE PASOK/PC DEVANT UN DILEMME :

Peut-on gouverner avec Caramanlis ?



Après la victoire du PASOK aux législatives du 18 octobre, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes manifestent à Athènes.

Les élections législatives qui se sont déroulées le 18 octobre ont pris une importance considérable pour tout l'avenir du pays et plus particulièrement pour la classe ouvrière, les masses laborieuses et la jeunesse, dont les conditions de vie et de travail se sont considérablement dégradées durant la dernière période sous l'effet de l'offensive conjointe de la bourgeoisie et du gouvernement du parti de la droite Nouvelle démocratie.

LES trois dernières années ont été marquées par une inflation de l'ordre de 25-30 %. Selon les chiffres que donne l'Union des industriels grecs, la chute des salaires réels en 1979 a été de 6-9 %. En 1980, une nouvelle ponction de 5,4 % sur les salaires avec une progression du chômage et du sous-emploi. En même temps, le gouvernement avait mis en place des mesures et des lois anti-syndicales, s'attaquant aux droits démocratiques et au droit de grève et réprimant des manifestations ouvrières et démocratiques.

Un an avant les élections, s'est déroulée une puissante manifestation de 500 000 personnes contre l'entrée de la Grèce dans l'aile militaire de l'OTAN, qui a pris le caractère d'une manifestation dirigée contre le gouvernement. Mais la politique de division, des grèves de 24 heures, de dislocation, grèves organisées principalement par l'appareil stalinien, n'avaient pas permis que se réalise la volonté des travailleurs d'en finir avec ce gouvernement.

Durant un an, le Parti communiste grec va relayer sa campagne de division dans les entreprises avec sa campagne sur le terrain électoral en faisant du PASOK la cible principale de toutes ses attaques pour ne pas permettre que se réalise la volonté des masses d'en finir avec le gouvernement de la Nouvelle démocratie.

Mais les masses se sont saisies du terrain centralisateur des élections et ont infligé une défaite politique à la bourgeoisie et son parti en sub-

mergeant la politique de division de l'appareil stalinien qui ne pouvait avoir d'autre but que la tentative de sauver le gouvernement.

Les masses ont voté massivement pour le PASOK (48 %) et le PCG (11 %), arrachant ainsi une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cette défaite de Caramanlis et du parti de la Nouvelle démocratie ouvre la voie à la liquidation des institutions et du régime.

De la crise politique à la situation pré-révolutionnaire actuelle

Dès 1973 s'opère la grande mobilisation des étudiants qui va aboutir à l'occupation de l'École polytechnique et aux manifestations des travailleurs et des jeunes contre la junte militaire en novembre 1973. Les événements ont amené à une crise irrémédiable de la dictature, qui s'est approfondie sous l'effet des événements de Chypre en juillet 1974. La dictature s'est trouvée paralysée, l'armée a commencé à se disloquer et, pour prévenir l'éclatement d'une crise révolutionnaire, l'état-major de l'armée a dû remettre le pouvoir aux mains des politiciens bourgeois, et en particulier de Caramanlis, dont l'objectif était de faire refluer le mouvement des masses afin de restructurer et de recentraliser l'appareil d'Etat grâce essentiellement à la politique de soutien de l'appareil stalinien sous des formes diverses, entre le PCG et le PCG (intérieur).

Cependant, il n'a pu faire refluer les masses. Le régime bonapartiste présidentiel installé par Caramanlis,

sur la base du maintien de la continuité de l'appareil d'Etat et de l'armée, concentrant tous les pouvoirs entre les mains du président, était néanmoins un régime bâtarde du fait qu'il n'était pas la conséquence d'une défaite politique des masses, mais s'inscrivait dans une situation où les travailleurs avaient repris l'initiative politique dans leur combat contre le régime et les institutions, lesquels plongent leurs racines dans la défaite que les masses avaient subie au lendemain de la guerre.

La formation du PASOK

De ce point de vue, le résultat des élections marque un nouveau tournant politique, à la fois dans la situation intérieure mais également sur le plan européen. Car, dans ces élections, ce qui était apparu clairement pour les travailleurs, c'est qu'il fallait battre à tout prix le parti de la Nouvelle démocratie pour infliger une défaite à la bourgeoisie.

Pour les masses, qui subissent aujourd'hui dans leur vie quotidienne la crise économique, l'important était d'unir les forces contre la bourgeoisie, et dans leur mouvement, elles ont écarté ce qui pouvait diviser, montrant ainsi qu'elles ont la capacité d'en finir avec le régime.

Dans le cours même de ce combat, les masses se sont rassemblées derrière le PASOK parce qu'il représentait la possibilité de battre le gouvernement de la Nouvelle démocratie.

La formation du PASOK en 1974 est liée à la recomposition du mouvement ouvrier qui s'accomplit dans le cadre de l'approfondissement de la crise. Les masses chargent le PASOK de leurs aspirations anticapitalistes, anti-impérialistes, démocratiques, lesquelles se heurtent de plein fouet au maintien du régime. A l'inverse, le PC grec apparaît aujourd'hui pour des centaines de milliers de travailleurs comme celui qui porte la responsabilité de l'écrasement de la guerre civile, sur la base duquel s'est reconstruit le régime bourgeois, et aussi celui grâce auquel s'est imposée la dictature.

Les résultats électoraux traduisent cette modification au sein de la classe ouvrière. Si nous comparons les chiffres dans les quartiers ouvriers d'Athènes, l'EDA, expression légale du PCG avant le coup d'Etat militaire de 1967, avait la majorité absolue des voix. C'est le PASOK qui obtient aujourd'hui la majorité tandis que le PCG n'atteint que 20 % des voix, et parfois moins.

Le bureau politique du PCG a expliqué que l'échec de son objectif de 17 % des voix avait pour cause principale le fait que les masses étaient dominées par « la passion d'assurer la défaite certaine de la droite », et cela est en réalité un aveu indirect du fait que les masses, à leur manière, ont compris que la politique du PCG ne pouvait pas garantir leur victoire.

La situation actuelle

Le nouveau gouvernement a été formé, un gouvernement homogène du PASOK, tandis que Caramanlis reste toujours président. Pour les travailleurs, ce qui se pose aujourd'hui, c'est la satisfaction de leurs revendications. Il est clair que leurs revendications se heurtent au maintien du régime et des institutions, dont le sommet est le président Caramanlis. Si la bourgeoisie a subi une défaite politique, il n'en

demeure pas moins qu'elle poursuit ses attaques contre les travailleurs. La crise économique se poursuit, le chômage s'accroît, la bourgeoisie poursuit la désorganisation en s'appuyant sur le régime.

La satisfaction des revendications des travailleurs exige que soient prises des mesures radicales contre les capitalistes. La question qui est posée est : peut-on faire une politique de changement si on refuse de s'attaquer aux capitalistes, si on garde toujours en place les institutions, le président et la Constitution de ce système bonapartiste ? Et, face à la résistance de la bourgeoisie, il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation des travailleurs, afin que soient prises les mesures anticapitalistes que la situation exige.

C'est le combat que mènent les trotskystes regroupés autour de *Politique ouvrière*, car il s'agit maintenant d'aider les masses dans leurs luttes quotidiennes pour que soient réalisées des mesures anticapitalistes indispensables afin que les aspirations des travailleurs et de la jeunesse qui s'étaient exprimées dans les élections aboutissent, en finir avec le capitalisme et donc avec le régime.

L'existence du gouvernement du PASOK est liée à la défaite politique de la bourgeoisie et à la majorité écrasante pour le PASOK et le PCG dans le pays et à l'Assemblée nationale. Le régime bonapartiste et son sommet, le président Caramanlis, à qui la Constitution donne des super-pouvoirs au-dessus de l'Assemblée nationale et qui, en accord avec la Constitution, devait se maintenir en place jusqu'en 1985, ont leur base dans l'appareil d'Etat, en particulier dans l'armée qui a été constituée comme l'instrument de l'écrasement contre-révolutionnaire du mouvement de la guerre civile et qui a réaffirmé ce caractère avec la dictature militaire de 1967-1974.

Indépendamment des intentions du gouvernement du PASOK de concilier avec le régime bonapartiste, la contradiction ne peut pas être résolue dans le cadre du système politique bonapartiste.

Ce qui est en jeu, c'est tout le système de domination de classe de la bourgeoisie édifié après la deuxième guerre mondiale et la guerre civile, expression des accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne.

Ce système était en crise sous l'effet de la mobilisation des masses. L'éviction du gouvernement de la Nouvelle démocratie qui investit tous les rouages de l'Etat ouvre la voie à la liquidation de tout le système. C'est pourquoi la bourgeoisie et l'appareil stalinien ont tendu toutes leurs forces pour maintenir au gouvernement la Nouvelle démocratie. De ce point de vue, son éviction est une double défaite : de la bourgeoisie et du stalinisme, et représente une partie importante de l'ébranlement du système de Yalta et de Potsdam.

La satisfaction de la volonté des travailleurs et de la jeunesse exige la dislocation de « l'Etat de la droite », de mettre fin au régime bonapartiste présidentiel et à sa Constitution, et que soient prises des mesures radicales contre la bourgeoisie et le capital.

La classe ouvrière et les masses populaires vont matérialiser leur victoire politique sur le terrain de leurs mobilisations contre la bourgeoisie et son régime bonapartiste en ouvrant la crise révolutionnaire.

M. Athanasion

TURQUIE :

A bas la

« La Turquie s'est placée sur une voie qui mène à un gouvernement démocratique. On y travaille avec diligence à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Nous croyons qu'il sera nécessaire de fournir toute l'aide que l'on pourra pendant la durée de ce processus et nous avons l'intention de continuer dans les années à venir. »

C'est par ces paroles d'une clarté absolue que le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, a réaffirmé l'appui total de l'impérialisme américain à la dictature militaire qui opprime le peuple turc. Il ne s'agit pas seulement d'ailleurs de paroles. Caspar Weinberger était alors à Ankara pour une visite officielle dont le but était « l'accentuation de la coopération militaire » entre les Etats-Unis et la Turquie.

A U cours de l'année 1981, sur une aide globale de 547 millions de dollars accordée par les USA à la Turquie, 257 millions ont été fournis au titre de l'assistance militaire. Au terme de la visite de Weinberger, on estime que sur les 703 millions et demi de dollars que recevra la Turquie cette année, pas moins de 493 millions et demi le seront au titre de l'assistance militaire.

Par ailleurs, 4 900 militaires américains sont stationnés en Turquie. Quelques semaines plus tard, ce sera au tour du secrétaire d'Etat Alexander Haig d'apporter le soutien de l'impérialisme à la dictature au cours d'un voyage en Turquie.

Les représentants de l'impérialisme américain ont tenu à souligner à plusieurs reprises au cours de leur visite « l'importance qu'a eue et continue d'avoir la Turquie dans le flanc sud de l'OTAN. »

Démanteler le mouvement ouvrier

Lorsque, le 12 septembre 1980, l'armée turque prenait le contrôle du pays et instaurait sa dictature, il s'agissait pour l'impérialisme de démanteler le mouvement ouvrier et les organisations indépendantes des masses, de mater le mouvement national kurde, de tenter de rentabiliser une économie tenue à bout de bras par le Fonds monétaire international.

Près d'un an et demi plus tard, malgré la violence de la répression, ces objectifs n'ont pas encore pu être atteints. La dictature turque n'a pu asseoir réellement sa stabilité. Et ce dans une situation où, selon Weinberger, l'élection d'Andreas Papandréou en Grèce « rend la situation encore plus critique » sur le flanc sud de l'OTAN.

En effet, au moment où, après la victoire du PASOK aux élections en Grèce, la question est posée du retrait de ce pays de l'OTAN, l'impérialisme américain a plus que jamais besoin que la dictature turque soit « un élément de stabilité dans la région ».

Cet appui total et inconditionnel de l'impérialisme US vient soutenir la dictature militaire au moment où celle-ci engage une nouvelle vague de répression contre le peuple. Le 24 décembre s'est ouvert à Istanbul le procès de 52 dirigeants de la confédération des syndicats progressistes (DISK). Ils sont accusés d'avoir tenté d'« établir la dictature du prolétariat en renversant l'ordre constitutionnel par des méthodes révolutionnaires ».

TUNISIE

Le retour d'Habib Achour à la tête de l'UGTT

Un mois après les élections législatives anticipées du 1^{er} novembre 1981, le Conseil national de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) tenait ses travaux (28 novembre - 1^{er} décembre). Dès l'ouverture, deux slogans dominent : « Nous ne quitterons ce congrès qu'avec la levée de l'exclusive contre Achour ! », « UGTT indépendante, classe ouvrière forte ! »

Par ces slogans, la majorité des députés exigeaient que son secrétaire général, H. Achour, condamné à dix ans de prison après la répression du 26 janvier 1978 et exilé dans l'île de Kerkennah, soit réintégré à la direction du syndicat.

Cette exigence s'appuyait sur le dur combat mené depuis trois ans par la classe ouvrière pour préserver son pouvoir d'achat et l'indépendance de son syndicat, l'UGTT, envers le parti unique au pouvoir, le Parti socialiste démocrate (PSD) et le gouvernement de Heïdi Nourira. Le 30 novembre, H. Achour, de retour d'exil, était reçu par Bourguiba, avant de rejoindre le Conseil national pour présider ses travaux.

Sa réintégration à la direction de l'UGTT consacre l'échec du pouvoir dans son entreprise d'intégration du syndicat à l'Etat. C'est un événement dont on ne peut apprécier le caractère majeur dans la vie politique tunisienne qu'en retraçant le combat mené par les travailleurs depuis trois ans.

A PRES la répression sanglante du 26 janvier 1978, suivie de l'emprisonnement des principaux dirigeants du syndicat, le Premier ministre Nourira tenta de reprendre le contrôle de l'UGTT qui, lors de son Conseil national des 8-10 janvier 1978, avait rejeté le « Pacte social » (1) et affirmé sa volonté unanime d'être indépendante du PSD et de l'Etat.

En parachutant une direction soumise, le pouvoir escomptait imposer son plan social d'austérité et disloquer l'UGTT comme cadre d'organisation des travailleurs. C'était ignorer la force de l'UGTT devenue, avec plus de 500 000 adhérents, une organisation de masse, solidement implantée dans tous les secteurs de la production.

Echec à la normalisation de l'UGTT

Prenant appui sur le combat des travailleurs qui s'est développé depuis 1973 et qui a culminé avec les grèves de 1977 (2), les dirigeants de fédérations, unions régionales et locales qui avaient échappé à la prison se regroupent, boycottent la direction « illégitime » et impulsent une série de grèves — 219 en 1979 — où la lutte pour les revendications matérielles est toujours liée à la lutte pour la libération

d'Achour et des syndicalistes emprisonnés.

C'est dans ce contexte, où la classe ouvrière avait reconstitué dans l'UGTT un cadre syndical indépendant, sélectionné une nouvelle direction et s'orientait, après la grève générale des cheminots de Sfax (21-23 janvier), vers une grève nationale, que se place l'attaque de la ville de Gafsa par un commando « islamique » pro-lybien.

La panique est totale et Bourguiba est contraint de lancer un appel à Giscard pour aider l'appareil de répression, qui s'était disloqué, à écraser les rebelles (3). Gafsa avait révélé l'isolement et la faiblesse du pouvoir qui, depuis janvier 1978, avait fondé sa politique sur la répression.

Le danger écarté, Bourguiba chercha à s'associer les anciennes fractions qui s'étaient détachées du PSD (4) et de l'UGTT dans un cadre politique permettant de réaliser l'union nationale contre « le danger extérieur ».

Malgré les pressions les plus vives exercées par Mzali, le successeur de Nourira, l'UGTT rejette l'« union sacrée ». Il devenait urgent d'en reprendre le contrôle pour l'intégrer aux côtés du MDS, du MUP II (4) et du Parti communiste (PCT), dans le cadre de l'Union nationale réalisée au Parlement.



Habib Achour, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Par cette politique « libérale » inspirée de celle menée au Maroc, Bourguiba espérait consolider son régime, écarter le danger « islamique » venu de Libye et neutraliser les « légitimes », fidèles d'Achour, au sein de l'UGTT.

L'UGTT, enjeu de la lutte des classes

Pendant le printemps et l'été 1980, la vague de grèves qui submerge le pays renforce les « légitimes » qui remportent un succès total à la CA du 21 septembre (5), où une motion adoptée à l'unanimité pose quatre conditions préalables à la tenue du Congrès extraordinaire de l'UGTT, que veut tenir la direction fantoche :

- levée de l'exclusion à l'égard des responsables syndicaux condamnés après le 26 janvier 1978,
- libération totale des responsables syndicaux encore soumis au régime de la résidence surveillée,
- réintégration de tous les ouvriers licenciés après le 26 janvier 1978 pour leurs activités syndicales,
- annulation de toutes les poursuites judiciaires à l'égard des syndicalistes.

Dès sa mise en place en octobre 1980, la CNS (Commission nationale syndicale) se démasque en brisant la grève des cheminots de Sfax (octobre), celle de l'aciérie El Fouleh (novembre), celle des transports (mars 1981) et en soutenant la politique de Mzali.

Une lutte acharnée va s'engager entre la CNS, chargée de préparer le congrès, et les « légitimes », pour le contrôle de l'UGTT. Comprenant parfaitement que l'enjeu de la bataille est l'indépendance de l'UGTT, des milliers de travailleurs adhèrent au syndicat et s'engagent dans la lutte qui se déroulera en trois moments : à la mi-novembre 1980, pour le renouvellement des syndicats de base ; en février 1981, pour l'élection des bureaux d'unions régionales et fédérales ; en avril 1981 au congrès de Tunis.

Lorsque s'ouvre le congrès de l'UGTT, fin avril à Gafsa, les « légitimes » qui l'ont emporté dans les fédérations les plus combattives (agriculture, banques, transports, enseignement) et dans des unions régionales importantes (Sousse, Sfax) engagent la bataille sur deux points :

- l'organisation du congrès par la CA élue et non par la CNS désignée par Mzali,
- la prise en considération de la candidature d'Achour à la présidence, malgré le veto de Bourguiba.

La bataille est perdue, mais le boycottage du congrès par les « légitimes » (1/3 des délégués) a pesé sur celui-ci qui a réaffirmé l'indépendance de l'UGTT et désigné à sa direction un conciliateur, T. Baccouche.

L'impossible « Union nationale »

Malgré cet échec, Bourguiba décide d'organiser des élections législatives anticipées, le 1^{er} novembre 1981. Le MDS, le MUP II et le PCT qui acceptent les institutions créées en 1956 après l'indépendance, où le président Bourguiba détient à vie la réalité de tous les pouvoirs, sont autorisés à participer aux élections. Restait l'UGTT.

Après des débats houleux, la CA, qui se réunit les 14 et 15 septembre, prend position à une faible majorité (53 %). L'UGTT participera aux élections dans le cadre d'un front électoral, c'est-à-dire uniquement lié à la consultation et non d'une alliance de législature. L'UGTT organisera sa propre campagne sur les textes adoptés au congrès de Gafsa.

En octobre, les masses affluent dans les meetings du MDS, du MUP II et du PCT. Il ne s'agit pas de choisir entre des programmes,

qui se différencient à peine de ceux du PSD (6) mais d'utiliser les élections pour affirmer l'exigence des libertés démocratiques, dresser le procès du régime et parler des revendications.

Pour empêcher qu'un véritable débat démocratique ne s'ouvre dans le pays, le pouvoir réagit : attaque des meetings de l'opposition par la milice, menaces, truquage des bulletins... menant à l'élection d'une Chambre introuvable, composée des seuls membres du Front.

De ce fait, le Parlement ne peut plus jouer son rôle d'écran entre les masses et Bourguiba et de cadre à la réalisation de l'Union nationale. Par ailleurs, c'est l'ensemble de la direction syndicale issue de la CNS qui s'est trouvée discréditée.

C'est à l'issue de ce dur combat pour l'indépendance de l'UGTT que s'est tenu le Conseil national, qui a élu le 30 novembre à sa présidence, et à l'unanimité, Habib Achour qui, pendant ces trois années, a incarné le refus de l'intégration du syndicat à l'Etat. Le 1^{er} décembre, pour saluer cette victoire, les cheminots déclenchaient une grève générale de 48 heures.

« Comme la Pologne »

Le 18 décembre, l'hebdomadaire *Le Phare* consacre un numéro spécial à « cette Pologne qui nous ressemble », où le combat pour l'indépendance de l'UGTT est comparée à celui de *Solidarność* (7). *Le Phare* a été saisi mais les positions d'Achour et de la CA condamnant le coup d'Etat militaire ont été largement diffusées. C'est que le pouvoir n'a plus les moyens de casser la vague de grèves qui remet en cause le budget d'austérité 1982, et a posé, en particulier avec la grève générale des enseignants, des revendications de caractère politique.

Par ailleurs, dans l'UGTT, les « légitimes » poursuivent leur combat en exigeant la dissolution des cellules du PSD dans les entreprises et en posant la question du retrait du Parlement croupion, des députés de l'UGTT. Enfin, la question du parti ouvrier, abordée en janvier 1978, ainsi que l'exigence d'élections démocratiques à un véritable Parlement sont largement discutées au sein de l'UGTT. Et dans ces débats qui se mènent, la Pologne et *Solidarność* occupent une large place.

Le départ de l'UGTT du Parlement porterait un coup sévère au régime. Il poserait d'une manière claire la question de la représentation des masses à une Assemblée constituante souveraine qui désignerait un gouvernement responsable devant elle et qui, en s'appuyant massivement sur l'UGTT, pourrait commencer à aborder les tâches démocratiques : la rupture des liens avec l'impérialisme, la réforme agraire, la satisfaction des besoins sociaux des masses.

M. Aklouf

dictature !

Avant l'ouverture du procès, trente des cinquante-deux syndicalistes avaient déposé plainte pour tortures. Ces plaintes ont purement et simplement disparu des procès-verbaux du tribunal.

Halte aux procès de la dictature

Dès les premiers jours du procès, le procureur, le général Takkecci, après avoir demandé que le procès se déroule selon les « conditions de guerre » (c'est-à-dire selon une procédure sommaire), a requis la peine de mort contre l'ensemble des accusés.

Le 25 décembre, le même tribunal a condamné 50 dirigeants de l'Union des instituteurs à des peines de prison allant de 1 à 9 ans. Le motif était pour cette condamnation la création « d'une association visant à établir la suprématie d'une classe sociale sur une autre et à renverser l'ordre économique et social du pays ». Au terme de ce procès, l'Union des instituteurs, qui comptait 150 000 membres avant que toutes ses activités ne soient suspendues à la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, a vu son siège fermé et tous ses biens confisqués.

Le 11 janvier commençaient dans plusieurs villes du pays les procès contre 277 militants du mouvement DEV-YOL (la route de la révolution). Les procureurs militaires demandaient la peine de mort contre plus de deux cents d'entre eux. Ainsi, dans tout le pays, les procès se multiplient. A la date du 18 janvier, on en comptabilisait 285.

Frédéric Weyl, avocat mandaté par l'Association internationale des juristes démocrates, a apporté un témoignage sur les procès organisés à Ankara :

« (...) Cent vingt-six dirigeants des syndicats affiliés à la DISK, dont le procès est en préparation ; deux mille militants actuellement détenus dans les pires conditions pour leur simple appartenance à la DISK, trente-cinq mille détenus selon la junte, mais beaucoup plus vraisemblablement soixante-dix mille si l'on tient compte de la multiplication des centres de détention depuis le 12 septembre 1980 (...). »

Des tortures quasi-systématiques durant cette période de garde à vue qui utilisent des procédés allant de la torture à l'électricité aux simulacres d'exécution, en passant par la flagellation de la plante des pieds et l'isolement complet et prolongé des semaines durant, yeux bandés et menottes aux mains.

Des disparitions au cours des interrogatoires et même après placement en détention provisoire, des personnes qui se « suicident » ou « tentent de le faire » en tombant du huitième étage. (...) »

Plus de 500 militants ont été assassinés lors de leur arrestation par l'armée, des dizaines d'entre eux ont succombé sous la torture. Dans le même temps, 18 000 fonctionnaires accusés de s'être livrés à des activités militantes ont été l'objet de sanctions ou de poursuites judiciaires.

Les universités sont soumises à une nouvelle loi permettant de fait que leur fonctionnement soit régi par la hiérarchie militaire. Il n'est pas un domaine de la vie sociale qui ne soit pas l'objet du contrôle, de la répression de la dictature militaire.

A bas la dictature militaire en Turquie ! Libération de tous les militants ouvriers emprisonnés ! Halte aux procès de la dictature !

André Sambro

(1) En janvier 1977, Achour signe « un pacte social » avec le ministre Nourira, Amar pour le patronat (UTICA) et Ghedira (gros propriétaires fonciers). Les salaires étaient majorés de 33 % mais bloqués pour 5 ans et Achour s'engageait à accroître la productivité du travail.

(2) Le 10 octobre 1977, la grève sauvage du textile (COMITEX) de Ksar Ellal se termine par un affrontement général de toute la population avec la police, puis avec l'armée. Elle est suivie de grèves et d'accrochages violents avec les forces de l'ordre. Pour garder ses fonctions à la direction de l'UGTT, Achour avait dû dénoncer le « pacte social » et démissionner du BP du PSD.

(3) *Le Monde diplomatique* - mars 1980.

(4) Le Mouvement des démocrates sociaux (MDS), dirigé par un ancien ministre, A. Mestiri - Le Mouvement de l'Unité populaire (MUP), qui s'est scindé en deux : le MUP I dirigé par l'ancien ministre Ben Salah, en exil, et le MUP II de Bel-Hadj Amor.

(5) La Commission administrative (CA) regroupe des membres du bureau exécutif (BE), des unions régionales (UR) et des fédérations.

(6) Jusque-là, les membres de l'UGTT figuraient sur les listes du PSD.

(7) *Maghreb* : hebdomadaire indépendant (26 décembre 1981).

L'ANNEXION DU GOLAN PAR L'ETAT D'ISRAEL :

« Sans discussion, ni retour possible »

« Mesdames, messieurs, on ne trouvera personne, dans notre pays ou au-delà de ses frontières, qui, prétendant être sérieux et ayant étudié l'histoire de la terre d'Israël, puisse démentir que, pour des générations, les hauteurs du Golan ont fait partie intégrante de la terre d'Israël. »

C'est en ces termes que, lundi 14 décembre, le premier ministre israélien Begin a commencé, devant la Knesseth, la présentation du projet de loi aux termes duquel les hauteurs syriennes du Golan étaient annexées « sans discussion ni retour possible » à l'Etat d'Israël.

L'initiative de Begin intervenait au lendemain d'un coup de force de la bureaucratie stalinienne à Varsovie. Saisissant aussitôt l'occasion, Begin s'abritait derrière la proclamation de la loi martiale et de l'état de siège en Pologne pour perpétrer son opération de rapine sur les hauteurs du Golan. La guerre engagée par Brejnev-Jaruzelski contre la classe ouvrière et le peuple de Pologne offrait ainsi à Begin l'alibi attendu pour son propre acte de guerre contre les peuples de Syrie et de Palestine.

L'initiative de l'Etat sioniste doit être appréciée dans toutes ses dimensions. Begin poursuit — avec, d'ailleurs, le soutien d'une grande majorité du Parti travailliste israélien — la politique qui a toujours été la sienne. N'avait-il pas déjà inscrit dans le programme de son second gouvernement, en août 1981, après l'annexion de Jérusalem-est en 1980, la volonté d'étendre la souveraineté israélienne sur le Golan, puis en Cisjordanie et à Gaza ?

La succession de coups de force et d'annexions n'est-elle pas inscrite dans la nature même de l'Etat d'Israël, né d'un acte de violence perpétré contre le peuple palestinien, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, par l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin, qui en sont les véritables fondateurs ?

La politique actuelle de Begin, fondée sur la mythologie du « grand Israël », est-elle si différente de celle de ses prédécesseurs, Golda Meir, par exemple, ancien Premier ministre, qui déclarait en 1971 : « La frontière se trouve là où habitent des juifs, et non pas sur un tracé de carte. » ?

Un facteur de déstabilisation

L'annexion du plateau du Golan n'est donc pas, en soi, une surprise. Ce qui est nouveau, c'est que ce nouvel acte de rapine de l'Etat sioniste s'inscrit, beaucoup plus direc-

tement que par le passé, comme un facteur de déstabilisation générale de tout le Moyen-Orient.

L'impérialisme américain ne s'y est pas trompé. Il mesure le danger d'une désintégration pure et simple de tout le système d'Etats mis en place dans la région, avec le concours direct de la bureaucratie de Moscou, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

C'est Washington qui a fait d'Israël son gendarme au Proche-Orient, la clé de voûte de tout le dispositif de l'impérialisme dans la région. C'est Washington qui a transformé, au fil des ans, l'Etat sioniste en un véritable arsenal dirigé contre tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient. Mais cette politique impliquait néanmoins que soient préservés et défendus les différents Etats bourgeois et féodaux de la région, eux-mêmes totalement subordonnés à l'impérialisme.

Or, ce système d'Etats est aujourd'hui profondément lézardé. Des effondrements peuvent s'y produire à tout moment. La chute du chah, la révolution iranienne, l'impuissance de Khomeiny à reconstruire un Etat bourgeois contre les masses ont profondément affaibli tous les Etats de la région.

La résistance palestinienne, en dépit des coups très durs qui lui ont été portés, constitue plus que jamais une cause majeure de déstabilisation d'Etats comme la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, voire de désintégration pure et simple, comme dans le cas du Liban. Les crises politiques et sociales se succèdent en Syrie et en Irak, ce dernier Etat étant lui-même fort affaibli par la guerre engagée contre l'Iran.

L'affirmation, sur son terrain propre, du prolétariat égyptien, qui a montré sa capacité à se placer à la tête de 30 millions d'opprimés, peut à tout moment déterminer l'ouverture d'une crise révolutionnaire dans ce pays où tout le système politique de la bourgeoisie a été ébranlé en profondeur par l'assassinat de Sadate. La fragilité politique de la monarchie féodale saoudienne et des Etats du golfe s'aggrave de jour en jour.

L'inquiétude de l'impérialisme

C'est dans ces conditions que les initiatives de l'Etat sioniste peuvent à tout moment précipiter une crise générale dans toute la région. D'où l'inquiétude manifestée par Washington dès que fut connue l'annexion du Golan décidée par Begin. D'où également les « sanctions » prises par les Etats-Unis (suspension de l'accord de « coopération stratégique » avec Israël... qui répond en « annulant » ledit accord ; suspension des ventes d'armes israéliennes aux USA...

mais pas des ventes d'armes US en Israël...).

Quelle que soit la réalité de ces « sanctions », il est certain que l'attitude du gouvernement Begin perturbe profondément les plans de l'impérialisme US dans la région. Quelques jours avant l'annexion du Golan, l'envoyé spécial de Reagan au Proche-Orient, Philip Habib, s'était rendu à Damas pour de longs entretiens avec le président syrien Assad. S'exprimant au nom de Reagan, il avait rendu hommage au « rôle essentiel » du chef de l'Etat syrien dans la région.

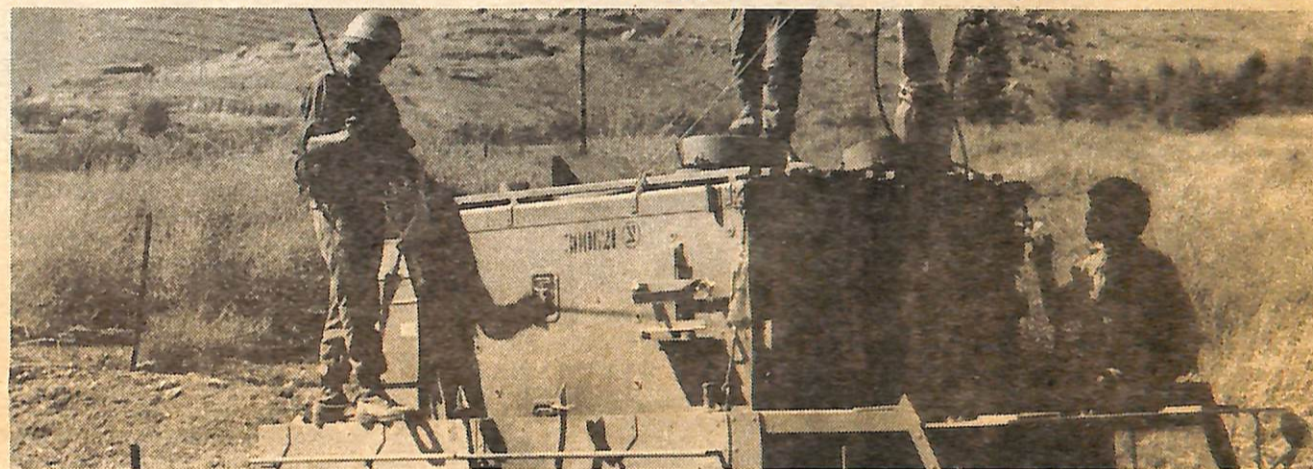
Peu de temps auparavant, début décembre, Habib avait rencontré secrètement à Amman, sur l'invitation du roi Hussein de Jordanie, le vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Mikhaïl Sytenko. Il aurait alors demandé à l'URSS d'intervenir auprès du président syrien pour qu'il contribue au retour au calme au Liban et

n'a d'autre intérêt que d'établir en toute clarté les points suivants :

La recherche d'une « solution globale »

1.- La « coexistence pacifique » entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin continue à jouer à fond pour imposer une « solution globale » au Proche-Orient, destinée à stabiliser les Etats bourgeois et féodaux de la région, et à garantir les positions de l'impérialisme.

Washington va sans nul doute utiliser pleinement le coup de force de Brejnev-Jaruzelski en Pologne pour exiger du Kremlin un engagement renforcé au Moyen-Orient en faveur de la « solution globale » conforme aux intérêts de l'impérialisme.



15 décembre 1981 : l'Etat d'Israël investit le Golan.

obtienne le retrait des missiles syriens déployés dans la vallée de la Bekaa libanaise.

Les deux diplomates auraient par ailleurs convenu d'accélérer le rétablissement de liens diplomatiques entre Moscou et la monarchie saoudienne, et d'améliorer parallèlement les rapports entre Washington et Damas.

Peu après la rencontre de Habib et de Assad, les préparatifs s'engageaient en vue d'aboutir à une rencontre entre Assad et le roi Khaled d'Arabie. Cette rencontre se tenait effectivement fin décembre, deux semaines après la décision israélienne d'annexer le Golan. Au cours de son voyage en Arabie Saoudite, puis au Koweït, Assad — qui ne s'était pas rendu, fin novembre, à la réunion avortée du « sommet arabe » à Fès — se déclarait favorable à une reprise de la négociation sur le « plan Fahd » en présence de tous les chefs d'Etats arabes.

Les critiques syriennes au plan Fahd, précisait Assad, ne portaient nullement sur le contenu des propositions saoudiennes, mais sur leur forme. Damas donnerait son accord au plan Fahd à la seule condition qu'il soit présenté comme un plan « interarabe », et non point exclusivement saoudien...

Enfin, l'on apprenait que la direction de l'OLP avait proposé ses « bons offices » en vue d'une reprise des relations diplomatiques entre Moscou et Ryad, capitale de la monarchie saoudienne. L'un des membres du comité central du Fatah, Abou Mazen, précisait dans une interview à l'hebdomadaire *Al Mostaqbal*, que « l'OLP était soucieuse de voir s'établir des relations diplomatiques entre un pays frère comme l'Arabie Saoudite et un pays ami comme l'Union soviétique ».

Le rappel de tout ce carroussel d'entrechats et de bonnes manières

renoncer à imposer à l'OLP l'acceptation d'une solution inspirée du « Plan Fahd ». Les pressions les plus violentes ont déjà commencé à s'exercer pour contraindre le Fatah et l'OLP à s'aligner sur le plan Fahd.

Arafat est l'instrument direct de ces pressions qui peuvent aller jusqu'à une « normalisation » par les armes de la résistance palestinienne. Quelques jours après que le « sommet arabe » de Fès a avorté, le représentant de l'OLP à Sofia n'a-t-il pas déclaré publiquement, en présence des dirigeants de la bureaucratie bulgare, que « le plan Fahd contient des éléments positifs et que ses imprécisions ou ses lacunes pourraient facilement être rectifiées dans le cadre d'une conférence internationale ».

2.- L'impérialisme américain n'attache pas plus d'importance qu'elles n'en ont aux rododromes du prétendu « front de la fermeté ». La prise de position de Damas (et de Moscou) en faveur d'une version légèrement amendée du « Plan Fahd » a reçu l'appui de Washington et de la monarchie saoudienne elle-même.

3.- Il se confirme que l'échec du « sommet arabe » de Fès n'était pas dû à la prétendue « opposition » du « Front de la fermeté » mais à la crise politique que l'approbation du plan saoudien par la direction Arafat a entraînée au sein du comité exécutif de l'OLP.

Arafat a été mis en minorité au sein du comité exécutif. Une majorité a refusé le point 7 du plan saoudien (entraînant une reconnaissance de fait de l'Etat d'Israël) comme contredisant la Charte nationale palestinienne de 1968. La même majorité a condamné « l'illusion selon laquelle l'Arabie Saoudite pourrait soutenir un bout de terre palestinienne à Washington si l'unanimité se faisait autour d'elle ».

Il se confirme ainsi que la ligne Arafat visant à conduire le mouvement national palestinien à accepter la création d'un « Etat-croupion » en Cisjordanie et à Gaza sous tutelle conjointe d'Israël et de la Jordanie aboutit à développer les contradictions les plus explosives au sein de l'OLP et du Fatah.

4.- Washington et Moscou, ainsi que leurs auxiliaires respectifs Ryad et Damas, ne peuvent

5.- Dans le cadre de ces pressions, Washington négocie secrètement avec l'OLP en vue d'amener l'organisation palestinienne à accepter une forme d'auto-désarmement partiel au Liban.

Les plans de l'impérialisme et de la bureaucratie bouleversés

Si l'OLP refusait ces propositions, a précisé l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib, « les Etats-Unis n'auraient pas les moyens d'empêcher Israël de frapper au Sud-Liban ». La menace d'une guerre d'extermination au Sud-Liban (commencée en juin 1981 et partiellement suspendue en juillet), est ainsi brandie cyniquement pour mettre à genoux la résistance palestinienne.

Ces éléments permettent de comprendre à quel point les initiatives du gouvernement Begin risquent de bouleverser les plans laborieusement élaborés à Washington et à Moscou pour tenter de stabiliser la région en liquidant une fois pour toutes la résistance palestinienne et les aspirations nationales du peuple palestinien.

L'annexion du Golan affaiblit profondément le régime syrien, dont Washington et Moscou entendent faire un point d'appui pour la mise en place de leur « solution globale ». Elle déstabilise plus encore le fragile régime égyptien de Mubarak, déjà durement ébranlé par l'assassinat de Sadate. Elle risque de hâter l'heure d'une désintégration généralisée du fragile système politique de l'impérialisme au Proche-Orient, qui pourrait ouvrir la voie au déferlement des masses.

R. Clément,
4 janvier 1982

Un plan en huit points

- 1.- Retrait d'Israël de la totalité des territoires arabes occupés en 1967, y compris la ville arabe de Jérusalem ;
- 2.- Démantèlement de toutes les colonies de peuplement établies par Israël dans les territoires arabes occupés depuis 1967 ;
- 3.- Garantie de la liberté d'accomplir les rites de toutes les religions dans les Lieux saints ;
- 4.- Reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour (dans sa patrie) et dédommagement de tout Palestinien ne désirant pas y retourner ;
- 5.- Mise de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sous la tutelle des Nations unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois ;
- 6.- Création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale ;
- 7.- Reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix ;
- 8.- Il revient aux Nations unies, ou à plusieurs Etats membres, de garantir l'exécution de ces principes.

BRESIL : LA DICTATURE MILITAIRE PREPARE LE TRUCAGE DES ELECTIONS

Lula, le président du Parti des travailleurs, empêché d'être candidat

Au Brésil, ce qui marque la situation politique actuelle c'est la montée de l'ensemble des travailleurs contre la dictature militaire instaurée dans le pays depuis 1964. Montée qui s'exprime dans la constitution du Parti des travailleurs (PT), en tant que parti ouvrier indépendant, et dans le processus de construction d'une Centrale unique des travailleurs (CUT) à partir de la tenue de la CONCLAT (Conférence nationale des classes travailleuses), avec 5 247 délégués, en août dernier.

Montée qui s'exprime aussi dans le fait que les trotskystes ont occupé une place de premier plan dans tout ce processus, et d'autre part dans le fait que le stalinisme — qui soutient ostensiblement le gouvernement et le régime — subit des coups significatifs au sein du mouvement ouvrier.

1982 sera sans aucun doute une année où se dérouleront des événements importants. Le congrès de fondation de la CUT est fixé pour le mois d'août (suivant la décision de la CONCLAT). En novembre auront lieu les élections générales (hormis les élections à la présidence de la République) où, pour la première fois depuis 1946, les travailleurs pourront voter pour un parti qui soit le leur, indépendant de la bourgeoisie (le PT). De lourdes tâches attendent ceux qui combattent pour l'organisation indépendante des travailleurs, ceux qui combattent pour transformer en réalité la volonté de la grande majorité de la population : en finir avec la dictature militaire.

EN ce moment (janvier, février et mars) ont lieu les conventions du Parti des travailleurs au niveau des villes et des Etats. D'importantes discussions doivent y être menées : 1) la plate-forme électorale, 2) la tactique électorale et 3) le choix des candidats qui composeront les listes du parti. Dans l'ensemble de ces questions et pour chacune d'elles en particulier, un problème central doit être souligné : celui du combat intransigeant pour le maintien de l'indépendance politique du parti et de son existence en tant qu'instrument de lutte contre la dictature.

la plate-forme, des propositions concrètes de lutte doivent être avancées afin que le PT assume sa place. Et sur cet aspect, il est nécessaire de mettre l'accent sur la lutte contre la condamnation de Lula et des 10 autres syndicalistes de l'ABC de Sao Paulo.

Le 19 novembre, Lula, le président du parti qui avait déjà été présenté à l'unanimité comme candidat du PT au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, a été condamné par un tribunal militaire — conjointement avec d'autres syndicalistes, presque tous du PT — à

Ce qui montre le plus clairement les attaques de la dictature contre le PT, c'est la toute récente approbation par le congrès national (contrôlé par le gouvernement) de ce qui s'appelle la « loi des inéligibilités ». Cette loi approuvée le 15 décembre renforce les législations antérieures suivant lesquelles toute personne qui aurait été condamnée ou tout dirigeant syndical qui aurait été démis ou « cassé » de son poste par le gouvernement ne peut se présenter à aucune charge exécutive ou législative. Plusieurs dirigeants du PT — et presque uniquement du PT ! — se trouvent dans ce cas.

Pour toutes ces raisons, et étant donné que les avocats qui défendent les syndicalistes de l'ABC ont fait appel devant une instance supérieure qui devra procéder à un nouveau jugement probablement au mois de mars, une forte campagne contre la condamnation de Lula pourra occuper une place fondamentale dans ce moment de la lutte contre la dictature militaire. C'est la manière de combiner une plate-forme électorale de lutte de classes et le combat concret pour l'indépendance de classe.

Le PT doit présenter ses propres candidats à tous les niveaux

Dans toutes les réunions au niveau des villes, des Etats ou au niveau national qui ont eu lieu jusqu'à maintenant, le PT dans son ensemble réaffirme qu'il présentera ses propres candidats à tous les niveaux c'est-à-dire à tous les postes. Cette prise de position a une énorme importance pour les travailleurs.

En premier lieu, parce qu'elle heurte de front la dictature en présentant des candidats d'un parti ouvrier aux élections. Et aussi parce qu'elle brise une série de dispositifs mis en place par le stalinisme pour attaquer le PT. En effet, afin de diluer le contenu de classe du PT et de le détruire en tant que parti ouvrier indépendant, le Parti communiste brésilien, qui intervient au sein du PMDB (parti bourgeois d'« opposition »), prêche, avec l'aide de la bourgeoisie, la prétendue « union des oppositions ».

C'est-à-dire la concrétisation de coalitions électorales (dans la perspective de la fusion de partis) autour de candidats « unitaires » des oppositions, sous prétexte que ce qui est le plus important c'est de « défaire le PDS (parti du gouvernement) » — ce qui de fait ne permettrait pas aux travailleurs d'exprimer leur vote de classe dans les élections, en les mettant au contraire au service des politiciens de la bourgeoisie.

Et enfin parce que la présentation de candidats à tous les niveaux présente une prise de position de l'ensemble du PT contre une aile droite minoritaire qui défend les mêmes positions que le PCB, au sein du parti.

Il est nécessaire de faire ici une observation. Dans le train de mesures même qu'elle a fait adopter, où figure la loi des inéligibilités, la dictature militaire a fait valoir une disposition législative interdisant les coalitions, montrant ainsi à l'évidence qu'en raison de la fragilité des bases soutenant le régime, le gouvernement n'est pas disposé à permettre une quelconque modification dans le schéma de son soutien par les partis bourgeois, dans le

cadre pseudo-parlementaire permis par la dictature.

C'est un fait que si des coalitions étaient permises, les partis de l'« opposition » remporteraient la victoire dans plusieurs Etats. Mais au sein du mouvement ouvrier et du PT la discussion reste la même que celle qui était menée avant « le train de mesures électorales », à la différence que le stalinisme maintenant propose directement la fusion des partis, clairement rejetée par le PT.

Cette question de la prétendue « tactique électorale » provoque d'importants réalignements et des différenciations au sein du PT où une « aile droite » défend ouvertement l'« union » avec les partis bourgeois (le PT est le seul parti ouvrier légal dans le pays) tandis que la majorité continue à défendre la représentation de candidats du PT à tous les niveaux, contre toute coalition ou fusion avec les partis de la bourgeoisie.

L'importance des candidats du PT aux élections de 1982

Sous un régime militaire qui s'est toujours basé sur la répression envers toute manifestation d'organisation indépendante des travailleurs, la construction du PT, la conquête que représente sa légalisation malgré la législation restrictive — exprimée par ce qu'on appelle la loi organique des partis — et sa par-

ticipation aux élections constituent des faits spectaculaires, engendrés par la puissance des travailleurs.

Aujourd'hui comme le dit l'article « le PT, les élections et la lutte des classes », publié dans la revue « La Lutte des classes » (organe du comité central de l'Organisation socialiste internationaliste) dans le numéro 7 du mois de novembre 1981, « le PT réunit toutes les conditions pour attirer des millions de voix aux prochaines élections.

Regroupant le meilleur de ce qui a résulté de la montée des travailleurs, le PT apparaît comme un espoir dans tout le pays. Et nous pensons que le PT représente toutes les conditions pour répondre positivement à cet espoir. Il suffit pour cela que ses engagements envers les travailleurs, envers leur organisation indépendante, soient respectés. » (page 65).

Les travailleurs brésiliens ont imposé à la dictature l'existence du parti ouvrier indépendant. Et cela au prix d'un processus de luttes qui ont marqué le pays depuis 1977. C'est un fait inédit. Il incombe au PT de participer aux élections en reflétant ce processus vers l'approfondissement de la mobilisation et de l'organisation indépendante des travailleurs et des larges masses contre le régime militaire.

Jorge Adamastor.

Plate-forme électorale proposée par 21 dirigeants du PT

La plate-forme électorale de lutte de classes signée par 21 dirigeants et militants du PT, de 12 Etats du pays, avance entre autres questions :

- A bas la dictature !
- Abrogation de la loi de Sécurité nationale et des appareils répressifs !
- Pour des élections libres à tous les niveaux !
- Pour une constituante souveraine et démocratique !
- Pour des syndicats indépendants de l'Etat ! Pour la centrale unique des travailleurs indépendante et démocratique !
- Salaire-Chômage !
- Plan de travaux publics sous le contrôle des travailleurs !
- Réajustements trimestriels des salaires !

Ce sont les points qui visent à armer les travailleurs dans leur combat contre les dernières attaques de la dictature qui, à travers la récession et le chômage, entraînent une plus grande dégradation des conditions de vie déjà précaires de la majorité de la population.

Ce sont des propositions qui vont dans le sens de la défense des conquêtes arrachées jusqu'à maintenant à partir des premières grandes grèves de 1978, et de la montée de la bataille pour le renversement du régime. Elles cherchent à affirmer, d'autre part, le caractère de classe du Parti des travailleurs, qui s'accroît contre les patrons et le gouvernement.

Une campagne contre la condamnation de Lula devient nécessaire

La place particulière qu'occupe le PT en tant qu'instrument vers lequel l'ensemble des travailleurs tournent leurs yeux doit l'amener à assumer clairement dans sa plate-forme et dans sa pratique politique la lutte pour le renversement de la dictature. Il s'agit y compris d'une question de survie.

Menant la bataille pour que cela passe dans les faits, un groupe de 21 dirigeants et militants de 12 Etats différents ont lancé en octobre dernier une proposition de plate-forme qui concentre les principales aspirations des travailleurs (voir encadré) et qui est discutée actuellement à l'intérieur du parti. Mais au-delà de

trois ans et demi de prison, pour avoir dirigé la grève des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo, en 1980. Cette même année, il avait été « cassé » de la présidence du syndicat des métallurgistes et s'était aussi vu intenter un autre procès dans le cadre de la loi de sécurité nationale qui suit son cours.

En condamnant Lula et les autres syndicalistes, la dictature militaire tentait en réalité d'attaquer l'organisation indépendante des travailleurs au niveau syndical comme au niveau politique. Sa cible privilégiée est en ce moment le PT — un parti organiquement contradictoire avec les institutions du régime — par le biais duquel, aux élections, les larges masses pourront exprimer leur volonté.

Le PT avec les travailleurs polonais

Le 15 décembre, à l'initiative de sympathisants du journal *O Trabalho*, conjointement avec Clara Ant (membre de la commission nationale pour la centrale unique des travailleurs), une délégation de près de 20 sections syndicales et de différentes personnalités en liaison avec les luttes des travailleurs s'est adressée au consulat de Pologne à Sao Paulo.

Une motion destinée au consul a été remise, qui exigeait : « La liberté pour Solidarité, la libération immédiate des travailleurs emprisonnés, la levée immédiate de toutes les mesures répressives. » A l'extérieur de l'immeuble, plus de cent personnes étaient rassemblées portant des banderoles et criant des mots d'ordre internationalistes.

Ce fut la première manifestation organisée des travailleurs brésiliens en solidarité avec leurs camarades de Pologne. Et sa répercussion au niveau national, par le biais de la radio, de la télévision et des journaux, a eu une importance énorme.

Après cela, plusieurs « visites » ont été rendues aux représentants du gouvernement polonais dans différents points du pays : Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Campinas entre autres.

Avec le soutien d'environ 10 sections syndicales, le 16 décembre a été formé le « Comité de solidarité envers le peuple et les travailleurs polonais ». Ce comité dont le siège est à Sao Paulo a organisé, le 17, une manifestation publique qui a réuni plus de 500 travailleurs et jeunes dans le centre de la ville. En outre, il a publié une « lettre ouverte », appelant tous ceux qui défendent le droit de libre organisation et la démocratie à se joindre au Comité et, pour les autres Etats, à organiser localement la solidarité. D'autre part, un

groupe de plus de 100 intellectuels (dont la majorité sont liés au PT) a fait paraître un document où ils s'élèvent contre le coup militaire de Jaruzelski.

Et dans une réunion publique unitaire de protestation contre les mesures électorales antidémocratiques du gouvernement, qui a eu lieu le 18, les sympathisants de *O Trabalho* ont dressé par des banderoles et des mots d'ordre le drapeau de l'internationalisme et de la défense de la révolution politique polonaise.

Ce qui a montré aussi — et d'une façon encore plus illustrative — le sentiment de solidarité internationale des travailleurs brésiliens, ce fut, le 17 décembre, la tenue d'un rassemblement des travailleurs de Volkswagen de Sao Bernardo do Campo en la présence de Lula, durant laquelle une minute de silence a été observée. Une manifestation inédite, au cœur du prolétariat brésilien, dans l'ABC.

Evidemment, tous ces événements ont été accompagnés, quand ils n'en ont pas été la cause, d'importants réalignements dans le mouvement ouvrier. Le PCB a pris, sans aucun fard, la défense de Jaruzelski, ce qui a mis à nu ses liens avec la bureaucratie de Moscou. D'autre part, des différenciations ont commencé à s'opérer dans le PT lui-même.

Plusieurs noyaux du PT ont voté des motions de rejet du coup de force — provoquant une vive discussion dont les conséquences politiques ne sont pas encore clairement tracées — et la direction jusqu'à présent a pris la défense de *Solidarité*. A ce sujet, il est important de noter que la « lettre ouverte » du comité de solidarité de Sao Paulo a reçu l'adhésion de Lula, le président, et de Jacob Bitar, le secrétaire général du PT.

Jorge Adamastor

MEXIQUE

Des élections à l'odeur de pétrole

La situation politique mexicaine est dominée en ce moment par la campagne électorale pour les élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Le régime du PRI (l'Etat-parti), suivant sa « tradition », mène sa campagne électorale en utilisant les ressources de l'Etat pour tenter de démontrer que le Mexique est toujours un pays « stable » et le PRI le « parti qui s'appuie sur la majorité » de la population. Et cependant...

Ces élections ne se déroulent pas dans les conditions du passé. Deux éléments montrent les changements qui se sont opérés. D'un côté, l'abstention massive de la population a augmenté et menace d'être la plus importante depuis des dizaines d'années (par exemple, aux élections locales des Etats de Mexico, de Coahuila, au mois de novembre dernier, l'abstention de l'électorat a atteint 70 %), montrant de façon certaine l'insatisfaction des grandes masses travailleuses.

D'autre part, la participation légale de candidats d'organisations ouvrières comme le PC et le PRT (l'organisation mexicaine affiliée au Secrétariat unifié). Pour la première fois depuis les années 1930, des candidats d'organisations ouvrières enregistrés légalement, c'est-à-dire des candidats indépendants de la bourgeoisie, se présentent.

L'actuel gouvernement du PRI a dû commencer il y a 4 ans le processus dit de la « réforme politique » qui a consisté à légaliser plusieurs partis bourgeois et le Parti communiste, essayant par là d'empêcher que la crise politique et économique qui s'est ouverte à la fin du gouvernement précédent (dont une des causes a été les mobilisations étudiantes de 1968) ne finisse par ouvrir des brèches dans l'appareil d'Etat et ne déclenche ainsi une explosion sociale.

Cette « réforme politique » ne mettait cependant pas en cause le rôle politique central de l'exécutif (qui concentre tout le pouvoir politique) et ne donnait pas non plus à la pseudo-Chambre des députés un rôle de véritable Parlement. Au début de 1980, le gouvernement du PRI s'est vu obligé d'octroyer de nouvelles légalisations, et, parmi elles, celle du PRT.

La politique du pétrole

Le gouvernement de Lopez Portillo termine son mandat, et sans avoir pu, bien entendu, résoudre la crise. De fait, ce gouvernement a recherché dans le développement de la production pétrolière une « issue », ou plutôt une fuite en avant face à la crise économique (la production pétrolière est passée, en 5 années, de 800 000 barils par jour à 2 500 000, faisant du Mexique le 5^e producteur mondial et le premier d'Amérique latine).

Même si les rentrées de dollars lui ont permis de maintenir le fonctionnement de l'économie et de l'appareil d'Etat — et ainsi, de gagner du temps —, ce fut au prix d'une plus grande distorsion de l'économie mexicaine, la faisant tourner autour de l'exportation du pétrole. La dette publique extérieure — contrairement aux premières déclarations officielles — est passée durant ces 5 années de 21 milliards de dollars à 50 milliards qui, ajoutés aux 13 milliards de dette privée, atteignent un total de 63 milliards de dollars pour la dette extérieure, plaçant le Mexique très près du Brésil, champion mondial de l'endettement.

L'inflation en 1981 a atteint 40 %, alors que durant les années 1960 et 1970, elle s'était maintenue entre 7 % et 10 %. En un mot, la politique du gouvernement de Lopez Portillo a consisté à soumettre plus profondément le pays à l'impérialisme. Ainsi, ce gouvernement a soutenu toutes les dispositions des gouvernements nord-américains (Carter et Reagan) contre les « sans-papiers » (les travailleurs mexicains illégaux aux USA). Il a modifié des lois pour accorder une meilleure protection au capital étranger, il a construit le gazoduc de Chiapas (dans le sud-est du pays) vers le Texas, etc.

Cette politique parasitaire et de soumission présente cependant un revers pour la bourgeoisie mexicaine et son régime du PRI : l'activité indépendante des masses travailleuses qui commence à se développer tant dans les villes que dans les campagnes.

Le développement de la crise ne peut manquer de s'exprimer dans les sphères du régime lui-même et

du gouvernement du PRI, au moment où celui-ci se prépare au changement de l'« exécutif ». Prenons deux exemples de ce qui s'est passé durant ces derniers mois.

Lopez Portillo a désigné son successeur, comme c'est la tradition. Cependant, cette fois-ci, cela est apparu à des politiciens de son propre gouvernement comme quelque chose de plus ou moins intolérable. Après que le président du PRI (García Paniagua, que Portillo lui-même avait nommé d'abord secrétaire de la Réforme agraire, puis président du parti du PRI) a déclaré dans les derniers mois que la désignation du candidat officiel serait faite au mois de novembre, c'est curieusement au mois de septembre, et seulement quelques jours après avoir rencontré le président Reagan dans le Michigan, que Lopez Portillo a désigné comme candidat un de ses plus proches collaborateurs, Miguel de la Madrid (ancien conseiller de compagnies impérialistes). García Paniagua, avec le soutien de Fidel Velásquez (principal dirigeant, depuis les années 1930, de la CTM, Confédération des travailleurs du Mexique, principale centrale officielle du pays), a fait part ouvertement de son désaccord sur le candidat sans aller cependant plus loin.

Cet incident a été suivi d'autres : García Paniagua a été relevé de ses fonctions. Plus significatif encore est l'affrontement public à la Chambre des députés entre les députés du syndicalisme officiel (que la presse bourgeoise et le PC lui-même appellent les « députés ouvriers ») et le président de la Chambre des députés, un homme du président, Luis N. Fariás. Les députés de la CTM reprochaient violemment à Fariás le fait que depuis deux ans la Chambre des députés (c'est-à-dire le président) laisse en suspens plusieurs projets de lois sur les « problèmes du travail » (parmi lesquels la question de la semaine des 40 heures).

Derrière ces incidents, ce qui se dessine, ce sont des affrontements de plus en plus importants au sein du parti officiel et du régime. Le

pouvoir incontesté du président (une des bases de l'équilibre au sein de la bourgeoisie mexicaine depuis des dizaines d'années) commence à être remis en question, en même temps que ce pouvoir apparaît comme de plus en plus arbitraire et artificiel. Signalons simplement que Lopez Portillo a placé au gouvernement son frère, sa sœur, son épouse, ses enfants, etc.

Le fait que les dirigeants du syndicalisme officiel se trouvent mêlés aux derniers incidents et crises qui ont eu lieu est significatif. Ce sont eux qui ont et qui maintiennent le contrôle direct sur les masses travailleuses, ce sont aussi eux qui ont appliqué durant des dizaines et des dizaines d'années la politique du gouvernement du PRI et ce sont eux maintenant qui s'affrontent les premiers aux mobilisations des travailleurs.

La campagne électorale du PSUM et du PRT Deux candidats indépendants s'affrontent

Les masses travailleuses mexicaines ont de grandes difficultés à pouvoir centraliser et unifier leur lutte contre le régime du PRI, dans la mesure où elles n'ont pas de syndicalisme indépendant de l'Etat et de partis ouvriers de masse ; cependant, la dégradation de leurs conditions de vie et de travail arrive à un point tel qu'elle les pousse à rechercher la voie de la mobilisation indépendante contre le régime du PRI. Les masses travailleuses commencent à rechercher les voies de cette lutte.

Si les élections bourgeoises sont toujours un terrain difficile pour les masses, dans le cas des élections antidémocratiques et frauduleuses du PRI, le terrain est encore plus défavorable. Et cependant... les conditions matérielles et politiques peuvent amener les travailleurs à utiliser ce terrain pour combattre contre le parti du syndicalisme officiel, le parti des caciques et des grands propriétaires fonciers, le PRI.

Durant l'année 1981, il y a eu au niveau local plusieurs exemples qui sont aussi significatifs. Ainsi, dans la ville de Juchitan, deuxième ville de l'Etat de Oaxaca (un des Etats les plus misérables du pays), la population travailleuse qui avait constitué une organisation indépendante, le COCEI (Conseil ouvrier-paysan-étudiant indépendant), utilisant la légalisation du PCM, a imposé ce qu'elle appelle elle-même « son gouvernement » municipal.

Le gouvernement du PRI a dû reconnaître cette défaite électorale, et n'a pas pu imposer la fraude électorale à laquelle il recourt souvent parce que la masse de la population s'est mobilisée derrière le candidat de la COCEI-PCM, conquérant l'hôtel de ville qu'elle n'était prête à quitter qu'au prix de sa vie.

C'est dans ces conditions que le PCM (qui a fusionné avec cinq petites organisations — dont 4 issues de la crise du parti de Lombardo Tolcano et une autre du nationalisme petit-bourgeois — pour former le PSUM) a présenté son secrétaire général, Martínez Verdugo, comme candidat aux élections présidentielles, et que le PRT, en alliance avec d'autres forces, a présenté comme candidate à la présidence la dirigeante du Front national contre la répression, Mme Ibarra de Piedra.

Les dirigeants du PRT « dénoncent » le candidat du PSUM comme « réformiste », tandis que les dirigeants de ce dernier soulignent l'impossibilité de présenter un candidat unique, c'est-à-dire de réaliser l'unité, parce que les candidats « ont des projets stratégiques différents ».

Les masses travailleuses ont pour la première fois la possibilité de présenter légalement des candidats aux élections nationales, et cependant la campagne électorale que mènent le PSUM et le PRT œuvre objectivement comme un élément de dispersion et de division, en s'opposant à la présentation d'un candidat unique, indépendant de la bourgeoisie.

Alfonso Zapata

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Fogue, Luis Favre, Humberto Campodonico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

Gamma : Abbas - page 5, Sutton - pages 6 et 7, Bulka - page 2, Neumann - page 14, Czarniecki - page 11, Sygma : Ledru - page 12, Melloul - page 13. Associated Press : page 1. AFP : page 3. Ch. Avril : pages 4 et 1. Damien : pages 8 et 10. Plisson : pages V, XII et XIV. Delafontaine : page 9. DR : pages 11, 16, III, IV, VI, VII, IX, X, XI, XIII, XV et XVI.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Cheque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

ARGENTINE

José Paez en liberté surveillée

En novembre, après cinq ans et dix mois de prison, José Paez a été placé sous le régime de liberté surveillée. Bien que, sous ce régime, il connaisse toujours des restrictions et soit toujours contrôlé sévèrement, nous saluons avec joie le fait que Paez se trouve hors de prison et qu'il puisse prendre contact avec sa famille, ses amis et ses camarades.

Pourquoi cet acharnement contre Paez ? Pourquoi un si long emprisonnement ? Le gouvernement péroniste (qui l'a arrêté en 1976) et la dictature militaire ensuite ont voulu punir Paez de sa triple condition de combattant ouvrier, de syndicaliste antibureaucratique et de militant de lutte de classe et socialiste.

Ils ont voulu châtier en Paez le dirigeant du Cordobazo, la grande mobilisation ouvrière qui a marqué le début du renversement de la précédente



José Paez.

dictature militaire. Et ils ont voulu aussi punir Paez parce que, conséquent avec la lutte qu'il menait, il était dirigeant des syndicats antibureaucratiques et lutte de classe SITRAC-SITRAM (syndicat de la FIAT de Cordoba). Et surtout Paez parce que, comprenant que la seule activité syndicale ne suffit pas, il a tourné ses efforts vers la construction d'un parti socialiste ouvrier et a été candidat à la

vice-présidence en 1973 pour le Parti socialiste des travailleurs. Cette trajectoire a valu à Paez de longues années d'emprisonnement, de brutalités, de dur régime carcéral, d'isolement.

Nous saluons aujourd'hui avec joie sa libération, ainsi que celle d'autres camarades socialistes. Mais nous n'oublions pas que Paez et de nombreux autres se trouvent toujours sous le régime de liberté surveillée et qu'il reste encore des centaines de prisonniers dans les prisons de la dictature. La lutte ne doit pas cesser jusqu'à ce que nous obtenions leur libération inconditionnelle à tous.

E. Perrone

Reproduction d'un article du journal *Opcion* du 30 décembre 1981.